

bimensuel

n° 23

3 Mars 1978

5 f/F. 35 f/B. 3 f/S.

les mobilisations
aux USA

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



JAPON

la crise
du p.c. et du p.s.
la guerre
commerciale
USA-Japon

bimensuel

n° 23

3 Mars 1978

5 f/F. 35 f/B. 3 f/S.

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

Abonnement
UN an
25 numéros



TARIFS

100FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
Par avion, USA et Canada :
30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la
rédaction
Versement : libeller les chèques au
nom de Pascal Henri et les envoyer à
« Inprecor ».



Découper ce bulletin et le retourner à Inprecor
accompagné d'un chèque.
Boîte postale 57, 93 101 Montreuil/Cedex - France.

NOM
PRENOM
ADRESSE
.....
.....
PAYS

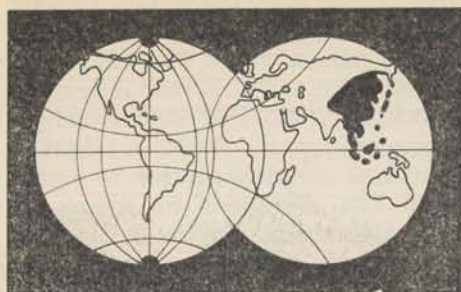
Sommaire

- | | |
|---------|--|
| page 3 | JAPON
La crise des partis réformistes
Jun Yazaki |
| page 7 | ECONOMIE
La guerre commerciale entre les Etats-Unis et le Japon
Jon Britton |
| page 10 | CHINE
Pékin systématise sa théorie des trois mondes
Livio Maitan |
| page 15 | FEMMES
USA - Les femmes luttent pour leurs droits
élémentaires
Matilde Zimmermann |
| page 20 | BOLIVIE
Déclaration du POR (Combate)
Section bolivienne de la IVE Internationale |
| page 22 | TUNISIE
Le coup de force, seule solution pour
la survie du régime
Nabil Said |
| page 27 | POLOGNE
Document - Pour une démocratie socialiste
Un groupe de communistes polonais |
| page 32 | RFA
Note - Une flambée de luttes ouvrières |

Inprecor, Boîte postale 57, 93 101 Montreuil/Cedex France

Directeur de publication : Jean-François Godchau

Imprimé par Rotographie (Montreuil). Tél : 808 23.28. Commission paritaire n. 59 117
Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les
articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.



La crise des partis réformistes

JAPON

Jun YAZAKI

A l'occasion de la crise post-électorale, des deux partis réformistes, le gouvernement Fukuda s'est engagé dans une série de mesures de répression contre les luttes indépendantes et radicales.

Dossier

L'émergence des impérialismes ouest-allemand et japonais comme des puissances industrielles, commerciales et financières de premier ordre au cours des quinze dernières années est la contre-partie du déclin relatif de l'hégémonie que l'impérialisme américain avait acquise à tous points de vue sur le monde capitaliste à la fin de la deuxième guerre mondiale. La chute libre du dollar par rapport au DM et au yen, loin d'être simplement une manœuvre de l'impérialisme américain pour faciliter ses exportations de marchandises, est l'expression concentrée de ces changements des rapports de forces interimpérialistes.

Dans un climat économique maussade pour l'économie capitaliste internationale, cette modification des rapports de forces signifie : exacerbation de la concurrence et des luttes interimpérialistes.

Chaque camp s'efforce d'imposer à sa propre classe ouvrière, ainsi qu'à la classe ouvrière internationale, les frais de ce combat de géants. Ce combat concerne des branches industrielles aussi importantes que l'automobile (20% des automobiles vendues aux USA en 1977 étaient importées, avant tout du Japon et de la RFA), la sidérurgie, la construction navale, les appareils électriques, les calculatrices de poche, les textiles synthétiques, voire des «branches d'avenir» (quel avenir!) comme l'électronique et les ordinateurs.

Dans le dossier «Japon» que publie ce numéro d'*Inprecor*, on trouve côte à côte l'analyse de la

guerre commerciale à peine évitée entre le Japon et les États-Unis et du désarroi qui a frappé le mouvement ouvrier organisé au Japon devant les effets de la récession, de la fin du plein emploi et de l'offensive patronale.

On se rappellera qu'à la suite du «scandale Lockheed» (pots de vin acceptés par les plus importants politiciens bourgeois du pays, y compris un Premier ministre, de la part de la firme d'aviation américaine), le principal parti bourgeois du Japon, le PLD, au pouvoir sans interruption depuis 30 ans, traversa une crise d'une exceptionnelle gravité. Cela en dit long sur l'impuissance et la veulerie politique des réformistes du PS et du PC, qu'ils n'aient pas réussi à profiter de ce concours de circonstances exceptionnellement favorables pour mettre fin au règne parlementaire du PLD et qu'ils soient sortis de la crise politico-économique affaiblis par rapport à la bourgeoisie et sur la défensive, en pleine retraite idéologique et politique.

Les coups qui vont pleuvoir sur les travailleurs japonais dans les mois à venir risquent d'être graves, surtout en matière d'emploi. Les marxistes-révolutionnaires de ce pays s'efforcent d'assurer la riposte nécessaire des masses laborieuses sur une base aussi large que possible, par une politique d'alliances et d'unité d'action, et agissent principalement au sein du mouvement syndical.

Les partis réformistes japonais ont subi une défaite lors des élections à la chambre haute de juillet 1977. Cette défaite a contribué à stabiliser au moins temporairement le régime politique en vigueur au Japon depuis la fin des années cinquante, régime caractérisé par la présence continue d'un parti au gouvernement, le PLD (Parti libéral démocrate). (Voir à ce sujet l'article de Kihara, *Inprecor* du 13 octobre 1977). Mais, si la crise ouverte du parti dominant a été provisoirement surmontée, celle des partis réformistes est allée en s'approfondissant, provoquant une série de scissions et d'expulsions du PC et du PS.

LA CRISE DES PARTIS REFORMISTES

Durant le récent congrès national du Parti socialiste, un certain nombre d'éléments de droite du groupe parlementaire socialiste, opposés à l'alliance entre le PS et le PC, ont scissionné et ont maintenant formé un nouveau parti parlementaire avec une formation issue du PLD (le New Freedom Club - NFC - le Nouveau club pour les libertés). Dans la préfecture de Fukushima, une zone essentiellement agricole au nord de Tokyo, le comité local du PS dans sa totalité a décidé de fonder une nouvelle organisation socialiste s'appuyant sur un mouvement paysan dont l'influence est nationale. La crise de direction qui secouait le PS a certes été superficiellement réglée par l'élection d'un nouveau président, Asukada. Mais les effets de la défaite électorale de juillet n'en continuent pas moins à secouer en profondeur ce parti : ils s'étendent progressivement à tous les niveaux du PS. La principale division qui s'est manifestée jusqu'à aujourd'hui porte sur la politique à suivre à l'égard du PC. La politique de front uni du PS devrait-elle continuer à inclure (outre les formations de centre-gauche, comme le Parti socialiste démocratique et le Parti Komei du «gouvernement propre») le Parti communiste, ou bien devrait-elle dorénavant exclure le PC pour s'orienter vers une alternative plus modérée face au PLD ?

Il importe de se rappeler que si le PS et le PC ont subi une défaite lors des dernières élections, c'est parce que ces directions se sont aliénées leur propre base de masse en brisant les luttes au nom d'une orienta-

tion de collaboration de classe mise en oeuvre aussi bien au parlement que dans les entreprises. Les progrès accomplis par les nouvelles tendances dites de «centre-gauche» (comme le PSD, le Parti Komei et tout particulièrement le NFC) reflètent de ce point de vue le sentiment de nombreux électeurs qui rejetaient le PLD mais ne pouvaient accorder leur confiance aux directions du PC et du PS et n'avaient d'autre alternative que de voter pour des formations relativement nouvelles qui n'avaient pas encore fait leurs preuves aux yeux des masses.

Le Parti communiste du Japon ne pouvait pas rester immunisé face à cette profonde crise post-électorale de la gauche, même si la puissance de son appareil bureaucratique lui permettait de limiter plus ces effets centrifuges. Le 4 janvier, son journal, *Akahata* (*Drapeau rouge*), annonçait l'expulsion de son vice-président, Satomi Hakamada, l'un des plus anciens compagnons du secrétaire général Kenji Miyamoto. Hakamada a passé, avec Miyamoto, dix-huit ans en prison, avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. Il représente une période de l'histoire du PCJ dont ce parti se glorifie : il était alors la seule formation politique à s'engager dans la résistance antimilitariste sous le régime impérial.

La raison immédiate pour laquelle Hakamada a été expulsé du PC est bizarre, mais cette expulsion n'en reflète pas moins la profonde crise qui secoue actuellement un parti bureaucratique qui annonce plus de 300 000 membres.

Selon *Akahata*, Hakamada a révélé à un hebdomadaire de droite le contenu de discussions secrètes qui se sont déroulées au sein du Comité exécutif. Qui plus est, l'ancien vice-président du PC prétend que le Secrétaire général Miyamoto est bel et bien responsable de la mort d'un agent gouvernemental infiltré dans les rangs du PC il y a près de 50 ans (mort pour laquelle Hakamada et Miyamoto ont passé 18 ans en prison). Si l'on met de côté les aspects «scandaleux» de cette affaire, qui n'intéressent que la presse bourgeoise, il est important de revenir sur ce que Hakamada dit avoir proposé lors du Comité exécutif qui a suivi les élections de juillet.

Il aurait en effet affirmé que la responsabilité de la défaite électorale incombait à la direction Miya-

moto et à sa ligne politique. Il aurait critiqué la façon dont les militants, obsédés par la vente du journal du PC, abandonnaient le travail de masse et la façon dont «l'administration bureaucratique du Parti» a dégoûté des cadres ouvriers sincères et a provoqué leur démission en masse du parti. Hakamada chiffre à 132 550 le nombre de membres du parti qui l'ont quitté durant les huit dernières années ! Il va jusqu'à qualifier d'antiouvrière l'actuelle politique électorale de la direction Miyamoto, qui a amené le PCJ à «défendre l'intérêt national à l'encontre de l'établissement par l'URSS d'une zone de 200 miles marins», à affirmer que «la défense nationale est une nécessité» et que «le problème de la présence militaire américaine au Japon ne serait pas un obstacle à la formation d'un gouvernement de coalition incluant le PC».

Pour les cadres syndicaux qui doivent faire face à des attaques quotidiennes de la part du patronat, la ligne actuelle du PCJ, qui vise à restreindre toute lutte au nom d'un prétendu «intérêt public», n'est pas tolérable.

Le PC est notamment contre l'usage de la grève par les enseignants du fait du caractère «sacré» de leur travail. De fait, des critiques ouvertes sont maintenant portées contre la direction du PCJ par des militants de base dans divers secteurs syndicaux depuis l'éclatement de cette étrange affaire Hakamada.

LA REPRESSION GOUVERNEMENTALE CONTRE L'AVANT-GARDE DES LUTTES.

A l'occasion de cette crise post-électorale des deux partis réformistes, le gouvernement Fukuda s'est engagé dans une série de mesures de répression à l'encontre des luttes indépendantes et radicales menées par les ouvriers, les paysans et les pêcheurs. Il évite par contre toute mesure de provocation qui pourrait mettre en cause la politique de collaboration de classe de la direction du Sohyo (1) et d'autres syndicats nationaux en poussant trop loin ces derniers et en risquant de leur faire perdre le contrôle des jeunes travailleurs militants. Au nom de la «participation ouvrière», ce sont maintenant les syndicats Domei (2) qui décident dans la plupart des grandes

compagnies monopolistiques combien de travailleurs - et lesquels - seront éliminés ou transférés dans des succursales. Par exemple, dans la grande industrie sidérurgique, des milliers de travailleurs saisonniers ont vu leurs emplois transférés à d'autres compagnies contrôlées par les mêmes grandes familles, notamment les usines automobiles (comme Toyota ou Nissan) qui sont moins touchées par la « guerre commerciale » actuellement en cours. La direction du Domei, tout particulièrement dans les secteurs automobile, métallurgie et chimie, joue aussi un rôle direct et très important dans l'organisation de syndicats jaunes et patronaux en Asie du sud-est, au Brésil et dans d'autres pays néocoloniaux, ce qui répond d'ailleurs aux mesures générales prises par l'impérialisme japonais pour renforcer ses liens avec les régimes de l'ASEAN (3).

La nouvelle direction du Sohyo, représentée par Tomizuka, ne s'oppose maintenant plus substantiellement à cette attitude du Domei, mais, soumise à une pression constante des militants syndicaux du rang, elle ne peut afficher une position aussi droitiste. Quand la bureaucratie du Domei a annoncé qu'elle n'avancerait aucune revendication - y compris sur les salaires - lors de la prochaine « offensive de printemps » (4), la direction du Sohyo a utilisé des formules plus prudentes, affirmant que le problème de l'emploi allait devenir plus grave que celui des salaires en ces temps de crise économique. Vu l'attitude des directions syndicales, la classe ouvrière japonaise doit faire face seule aux brutales attaques du patronat, sans pouvoir compter sur un soutien ou une initiative de ses directions, et doit s'opposer au contrôle bureaucratique exercé par elles sur ses organisations. Or, face à une inflation croissante et à un chômage très élevé (le nombre des banqueroutes de petites et moyennes entreprises bat régulièrement ses propres records), il serait indispensable d'organiser une riposte unie de la classe ouvrière pour défendre son niveau de vie et la sécurité de l'emploi et contre la dégradation des conditions de travail qui se détériorent.

Cette étroite coopération entre employeurs et directions syndicales a été facilitée par d'anciennes traditions paternalistes fondées sur la garantie de l'emploi à vie en vigueur jusqu'à aujourd'hui dans les grandes entreprises et sur le poids des syndi-

cats-maison. Et quand les travailleurs s'engagent de leur propre initiative dans les luttes, refusant cette collaboration, il est fréquent que la police intervienne pour briser les éléments radicaux au sein des syndicats, avec l'approbation tacite des directions bureaucratiques. Par exemple, le 11 janvier, une soixantaine de policiers en civil ont perquisitionné plusieurs sièges syndicaux de la fédération des travailleurs de la métallurgie, dont une section de l'entreprise horlogère Citizen Watch, dans la banlieue de Tokyo et ont arrêté quatre dirigeants syndicaux.

La fédération locale des travailleurs de la métallurgie avait organisé, en décembre 1977, une « négociation collective » (à laquelle participaient environ 200 ouvriers) au siège de Mitsubishi Metal Co., l'un des principaux trusts métallurgiques au Japon. Cette action était menée à l'occasion d'une mobilisation nationale appelée par le Sohyo. L'objectif de ces mesures de répression est clair : briser la direction militante de cette section locale de la métallurgie qui est « allée trop loin », notamment dans l'organisation de la solidarité avec les paysans de Sanrizuka.

Les travailleurs des petites et moyennes entreprises, les premières touchées par la crise, doivent faire face à des conditions encore beaucoup plus difficiles que dans le cas des grandes entreprises. Pour ne prendre qu'un exemple parmi des milliers d'autres, la firme Petri, une marque connue pour ses exportations de caméras, a fermé pour cause de banqueroute à la fin de l'année dernière. Les 200 travailleurs de l'entreprise Petri de Saitama (au nord de Tokyo) se voyaient brutalement placés devant un choix draconien : ou quitter la firme avec le vague espoir de retrouver un emploi, ou rester pour engager la lutte pour le paiement des salaires en retard et pour la réorganisation de la production. La direction de la section syndicale de Sohyo a demandé en vain le soutien de la direction de l'union locale de ce même syndicat, puis a décidé l'occupation de l'entreprise avec l'aide de la JCY (Japanese Communist Youth, organisation de jeunesse de la section japonaise de la IVe Internationale). Actuellement, la section syndicale vend le stock de caméras à d'autres militants ouvriers et à tous ceux qui sympathisent avec leur combat, afin d'être à même de poursuivre la lutte.

L'occupation d'entreprises et leur mise en « autogestion » sont des phénomènes de plus en plus fréquents dans le secteur des petites entreprises où la direction déclare souvent abruptement la banqueroute pour ne pas avoir à payer les salaires en retard et « disparaître » après, purement et simplement. Il devient de plus en plus indispensable d'assurer une coordination régionale de ces luttes car elles ne peuvent compter sur le soutien des fédérations nationales du Sohyo, organisées par branche d'industrie et fortes surtout dans le secteur public.

La combativité de la classe ouvrière japonaise et tout particulièrement des couches jeunes, n'a pas été complètement brisée à la suite de l'évolution à droite de la direction réformiste du Sohyo. Il est en conséquence nécessaire d'organiser une tendance de lutte de classe au sein du Sohyo, comme dans les secteurs inorganisés, afin de faire apparaître une alternative nationale à la direction de collaboration de classe, PC-PS-Sohyo.

Les 21 et 22 janvier, le périodique *Information ouvrière* a réuni sa deuxième conférence nationale à Osaka à laquelle participaient 200 travailleurs représentant des luttes radicales engagées dans tout le pays. La conférence reçut des saluts de l'ancien président du Sohyo (Makoto Ichikawa), de l'ancien secrétaire général du syndicat national enseignant (Miyoji Hiragaki), du président de la Ligue des paysans de Sanrizuka (Issaku Tomura). Le rapport principal fut présenté par un dirigeant local du syndicat des travailleurs de la métallurgie.

Ce rapport insistait sur la nécessité de l'unité ouvrière pour le socialisme pour répondre à la profonde crise capitaliste en cours, et sur la nécessité de réveiller la tradition militante de la classe ouvrière japonaise afin de s'opposer aux forces de collaboration de classe au sein du mouvement ouvrier. Ce bimensuel sert d'organe de liaison non seulement à de petits syndicats radicaux minoritaires, mais aussi à une large couche de cadres syndicaux au sein même du Sohyo. Il reflète par là la polarisation politique croissante qui est à l'œuvre dans ce syndicat et qui doit conduire à la formation de tendances « lutte de classe » dans nombre de secteurs importants durant la période qui s'ouvre.

Lors de la conférence d'Osaka, une bonne partie des discussions ont été centrées sur la lutte des paysans de Sanrizuka et les tâches de solidarité ouvrière à son égard. Le représentant du syndicat des roulants du Chemin de fer national (JNR) de la préfecture de Chiba a appelé au boycott du transport du fuel à destination du nouvel aéroport de Narita contre l'ouverture duquel les paysans de Sanrizuka sont entrés en lutte. Il doit faire face à une double répression de la part du gouvernement comme de la part de la direction syndicale nationale du JNR. Il insista sur la nécessité de renforcer l'alliance ouvrière et paysanne et surtout sur celle d'assurer l'unité de toutes les tendances de « lutte de classe » à l'échelle nationale pour soutenir leur grève contre l'ouverture de l'aéroport de Narita.

LA LUTTE DES PAYSANS DE SANRIZUKA

Depuis douze ans, les paysans de Sanrizuka mènent une lutte décidée contre la construction et l'ouverture du nouvel aéroport international de Narita, agglomération située à environ 60 km au nord-est de Tokyo. Un large soutien s'est manifesté envers cette lutte de la part des étudiants et des ouvriers. L'une des mesures prises par le gouvernement Fukuda pour s'attaquer aux secteurs militants des luttes de masse a consisté à décider de l'ouverture de l'aéroport pour le 30 mars de cette année, avec plus de six ans de retard sur la date initialement prévue. En mai 1977, il a fait abattre les deux tours d'acier, dressées au bout de la piste d'atterrissage, qui interdisaient son usage par les avions. Pour ce faire, des milliers de policiers des forces antiémeutes ont été mobilisés. L'un des manifestants a trouvé la mort à la suite d'un tir tendu de grenade à gaz. Le gouvernement et les autorités de l'aéroport ont utilisé tous les moyens disponibles, qu'ils soient légaux ou illégaux au regard de leurs propres lois, pour briser les mouvements d'opposition.

Mais, bien que la date d'ouverture de l'aéroport ne soit plus éloignée que d'un mois maintenant, ils n'ont pas réussi à résoudre un certain nombre de problèmes vitaux pour son fonctionnement. L'aéroport ne possède à l'heure actuelle qu'une seule piste d'atterrissage et il y a encore

plus de deux « forteresses » construites par les paysans sur des sites qui doivent encore être aménagés et sur lesquels doivent notamment être construites les autres pistes. De plus, à raison de 150 vols journaliers, il faut pour l'approvisionnement des jets, assurer l'acheminement vers l'aéroport, par voie ferrée, de quantités considérables de « fuel » hautement inflammable. Or, comme on l'a vu, le syndicat local des roulants est décidé à entrer en grève si l'aéroport est ouvert.

L'opposition à l'ouverture de l'aéroport ne vient d'ailleurs plus seulement des paysans et des ouvriers en lutte. IATA, l'Association internationale des transports aériens, a publiquement protesté à plusieurs reprises auprès du gouvernement japonais, car les charges que doivent payer les compagnies aériennes sont ici trois fois plus élevées que dans tout autre aéroport international. Le coût de la sécurité est lui aussi jugé trop élevé parce que le personnel des compagnies aériennes se refuse à quitter l'actuel aéroport de Haneda pour celui de Narita : ce dernier est en effet un des aéroports les plus « reculés » du monde. Il faudra plus de deux heures de temps, en venant de cet aéroport, pour atteindre le centre de Tokyo, même en l'absence de perturbations du trafic ferroviaire. Or, le trafic de grande banlieue est fréquemment sujet à des retards considérables ! L'Association des employés du Ministère des Affaires étrangères du Japon a, elle aussi, protesté, annonçant qu'elle se refuserait à utiliser cet aéroport pour accueillir des diplomates étrangers et des invités du gouvernement à cause des problèmes de sécurité et en raison de son caractère « fait de bric et de broc ». Dans une lettre ouverte au gouvernement, datée de septembre 1977, cette association note que « dans le nouvel aéroport de Narita, les avions seront obligés d'atterrir et de décoller au milieu des forces de sécurité et de barricades; une occasion et un lieu pour célébrer l'amitié internationale seront perdus ».

D'ores et déjà, la lutte des paysans de Sanrizuka est devenue le point de ralliement national de tous les révolutionnaires et de tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, veulent organiser la riposte face aux attaques patronales et résister à la ligne de collaboration de classe de leurs directions réformistes. Le soutien au Chi-

ba Doro (le syndicat local des roulants prêt à entrer en grève contre l'ouverture de l'aéroport et le transport du fuel) s'étend à travers le pays dans de nombreux organismes syndicaux.

Le Rentaisurukai, un comité de solidarité unitaire pour soutenir les paysans de Sanrizuka, a mis sur pied une campagne d'un mois, qui a commencé le 20 février 1978, afin de préparer une mobilisation aussi large que possible au moment de l'ouverture de l'aéroport. Ce comité avait organisé, en septembre 77, une marche de 600 km, de Kobe à Sanrizuka, durant laquelle les paysans de Sanrizuka ont pu échanger leurs expériences de lutte, avec un très grand nombre de sections syndicales, de groupes anti-pollution, etc. En octobre de la même année, 22 000 personnes venant de tout le pays, à son appel, ont participé à un rallye près du site de l'aéroport.

Les luttes du mois de mars à Sanrizuka seront une épreuve de forces entre le mouvement de masse révolutionnaire et l'appareil de répression du gouvernement Fukuda. Le 6 février, une tour de métal haute de 50 mètres fut construite en une nuit sur le toit de l'une des « forteresses » qui bordent l'aéroport. La police l'a finalement abattue grâce à une gigantesque grue, bien que quatre militants de la JCY se fussent perchés à son sommet. Quels que soient les moyens répressifs dont le gouvernement Fukuda se dotera, quelle que soit la brutalité des mesures qu'il prendra, une chose est certaine : le combat des paysans de Sanrizuka se poursuivra, comme il s'est poursuivi durant douze ans déjà. Il continuera de recevoir un soutien révolutionnaire de plus en plus large de la part de paysans, d'étudiants et d'ouvriers qui rejettent les perspectives de collaboration de classe qu'avancent les directions réformistes.

NOTES

- 1) sonyo : confédération syndicale à direction socialiste et minorité communiste; forte surtout dans le secteur public.
- 2) Domei : confédération syndicale collaborant très étroitement avec le patronat; forte surtout dans la grande industrie privée.
- 3) ASEAN : association des nations du sud-est asiatique regroupant la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie et les Philippines.
- 4) « offensive de printemps » : nom donné aux actions revendicatives qui se déroulent chaque année au printemps, à l'occasion du renouvellement des contrats collectifs. (Les notes sont de la rédaction).

La guerre commerciale entre les Etats-Unis et le Japon

ECONOMIE

Jon BRITTON

Carter a brandi la menace du protectionnisme pour arracher des concessions aux Japonais. Avec la poursuite de la crise économique du capitalisme, le protectionnisme trouve des avocats de plus en plus actifs.

«Les Etats-Unis et le Japon ont évité de peu une guerre commerciale, mais la trêve est temporaire avant de nouvelles escarmouches.» C'est en ces termes que Mike Tharp, correspondant à Tokyo du *Wall Street Journal*, jugeait le nouveau pacte commercial conclu à la mi-janvier entre les Etats-Unis et le Japon.

Il semble que l'impérialisme américain soit parvenu à arracher quelques concessions importantes à son rival d'outre-Pacifique. «Dans les négociations, la partie américaine a obtenu plus que ce qu'elle espérait, écrivait Tharp le 16 janvier, et les Japonais ont concédé plus que ce qu'ils auraient souhaité, du moins pour l'instant.»

Le négociateur commercial des Etats-Unis, Robert Strauss, s'est répandu en louanges sur le nouvel accord «qui marque le commencement d'un nouveau jour. Nous pensons qu'il représente un changement d'orientation et une nouvelle philosophie pour le Japon», devait-il ajouter.

Ushiba Nobuhiko, le ministre japonais des Relations économiques extérieures, fit des commentaires plus tièdes devant la presse : «C'est une bonne chose dont nous devrions être contents.» Le 13 janvier, dans un communiqué commun américano-japonais, il s'engageait - au nom de son gouvernement - à encourager une plus grande ouverture de l'économie nipponne aux produits américains et à réduire son excédent commercial avec les Etats-Unis, de 10 milliards à 6 milliards de dollars par année fiscale.

Tokyo a accepté d'appliquer les mesures concrètes suivantes : réduction des taxes sur un montant de 2 milliards d'importations; accroissement des importations de viande de bœuf et d'agrumes; encouragement à l'importation de matériel de production électrique. De plus, une délégation japonaise doit visiter la région nord-ouest de la côte pacifique pour discuter d'une augmentation des commandes de bois.

DEUX ARGUMENTS-MASSUE

Ce pacte fait suite à une décision antérieure du Japon de limitation de ses exportations de télévisions en couleurs vers les Etats-Unis. L'accord récent ne fut conclu qu'après des mois de difficiles négociations et d'une intense campagne menée par les Etats-Unis, qui combinait pressions publiques et officieuses avec une «négligence regrettable» sur la chute du taux de change entre le yen et le dollar. La chute du dollar mit les exportateurs japonais au pied du mur en les forçant à choisir entre l'augmentation des prix exprimés en dollars - c'est-à-dire la restriction de leur marché - et la diminution de leurs profits si les prix étaient maintenus au même niveau.

A la suite du séjour d'une délégation commerciale américaine au Japon, au mois de novembre, l'influent *Yomiuri Shinbun* commentait la tactique des Etats-Unis, dans les termes suivants : «La conduite des négociateurs américains... était choquante car ils ont tenté d'intimider notre pays et presque de lui dicter leurs conditions. De nombreux Japonais

ont eu beaucoup de peine à croire que cette attitude était le fait d'une nation prétendument amie et alliée. Les négociateurs ont essayé de mettre le Japon sur les genoux...» (Cité par le *Washington Post* du 24 novembre 1977).

En fin de compte, les exigences exorbitantes de Washington se transformèrent en offres tellement avantageuses pour Tokyo qu'elles ne pouvaient être rejetées. Les émissaires de Jimmy Carter, il est vrai, avaient brandi deux arguments-massue auxquels les Japonais pouvaient difficilement rester insensibles.

D'abord, les Etats-Unis menaçaient de limiter l'accès du Japon au marché intérieur américain, le plus important et le plus lucratif pour les produits nippons. Ils avaient même commencé à prendre des initiatives dans ce sens. Ainsi, le 1er décembre 1977, au cours d'un petit déjeuner avec la presse, Robert Strauss mit Tokyo en garde contre «l'imminence» d'une législation américaine contre les importations japonaises, si le Japon ne réduisait pas son excédent commercial avec les Etats-Unis. Entre-temps, l'administration Carter préparait des mesures de restriction des importations d'acier japonais, sur la base des lois américaines en vigueur contre le dumping.

La supériorité militaire écrasante de l'impérialisme américain constituait le deuxième argument des émissaires de Carter. «Il y a quarante ans, nous avons été poussés dans nos derniers retranchements», disait à Mike Tharp un haut fonctionnaire du gouvernement japonais. «Il n'est pas bon que nous soyons de nouveau soumis à une pression aussi dangereuse et inopportune.» (*Wall Street Journal* du 5 décembre 1977).

Il faisait ainsi indubitablement référence à l'embargo américain de 1940-41 sur les exportations de pétrole, de ferraille et de machines-outil, matériaux indispensables à l'économie nipponne, afin de décourager tout empiètement japonais sur le domaine de l'impérialisme américain. Mais aujourd'hui, les dirigeants japonais n'ont plus les mêmes armes que celles qu'ils possédaient - et utilisèrent - en 1941; c'est le moins qu'on puisse dire. Les monopoles japonais

se retrouveraient dans une position bien pire encore, si le parapluie américain et d'autres garanties de leur «sécurité» leur étaient brutalement retirés.

LA TECHNOLOGIE JAPONAISE

Pourquoi donc l'administration Carter poursuit-elle son offensive commerciale contre le Japon de manière tellement agressive ? Carter, les trusts de l'acier et les bureaucrates de l'AFL-CIO (American Federation of Labour-Congress of Industrial Organisation : la centrale syndicale américaine) expliquent que c'est parce que les Japonais se sont lancés dans une «compétition déloyale», en vendant leurs produits sur le marché américain au-dessous de leur prix de revient, grâce à des subsides et subventions du gouvernement japonais.

Mais cette explication s'inscrit en faux contre les récentes déclarations de l'expert économique du gouvernement américain, Peter Allgeier. Dans un article publié le 12 janvier par le *Washington Post*, Allgeier écrit que *«les japonais s'inscrivent raisonnablement dans les limites des pratiques commerciales habituelles...»* Il poursuit en disant que les exportateurs japonais ne bénéficient pas de plus de subsides gouvernementaux et d'exemptions fiscales que leurs homologues américains. En outre, il souligne que le gouvernement américain finance 50% de tous les projets de recherche et de développement (le secteur «R & D») alors que le gouvernement japonais ne le fait qu'à 25%.

La véritable raison des pressions exercées par Washington sur Tokyo doit être cherchée dans les modifications intervenues dans les années 70 au niveau de l'économie internationale. Après qu'eut pris fin le boom consécutif à la Seconde Guerre mondiale, la rentabilité des investissements a chuté dans de nombreux secteurs de l'industrie, (surtout si l'on tient compte du taux d'inflation), les investissements consacrés à la construction de nouvelles usines se sont considérablement ralentis et une crise de surproduction a touché le secteur de l'acier et d'autres branches.

La contraction des marchés a aiguillé la compétition entre les monopoles impérialistes géants. Ce manque de débouchés, combiné à une productivité du travail plus faible aux

Etats-Unis, a abouti à une situation de déséquilibre énorme de la balance commerciale entre les Etats-Unis et le Japon.

L'exemple de l'acier donne une idée de la chute de la productivité américaine : entre 1971 et 1976, la production annuelle moyenne d'un ouvrier japonais était de 480 tonnes d'acier brut, alors qu'elle était seulement de 240 tonnes pour un ouvrier américain. L'écart n'est pas dû aux habitudes de travail différentes, mais bien plutôt à la différence de technologie. En 1975, les Japonais ont produit 83% de leur acier brut avec des fourneaux à oxygène à très haute efficacité et 1% seulement avec des hauts-fourneaux classiques. Pour les Américains, les chiffres étaient respectivement de 62% et de 19%. Au cours de la même année, 31% de la production japonaise était faite en coulée continue, éliminant ainsi l'étape de production des lingots; aux Etats-Unis, le chiffre était de 9%. De plus, cette technologie moderne permettait aux Japonais d'utiliser 30% de coke en moins par tonne d'acier produit, que les Américains.

Voilà pourquoi l'acier japonais, les automobiles et autres produits inondent le marché américain : non parce que la compétition est «déloyale», mais bien parce que ces produits nécessitent beaucoup moins de travail que ceux qui sont faits aux Etats-Unis. La production japonaise concurrence la production américaine parce qu'elle est moins chère et de meilleure qualité. (Il existe de nombreuses raisons pour expliquer la basse compétitivité américaine vis-à-vis du Japon; les dépenses militaires plus élevées des Etats-Unis, depuis la Seconde Guerre mondiale, à la fois en termes absolus et rapportés au produit national brut, en constituent un facteur essentiel).

En 1977, le Japon enregistrait un record pour l'excédent de sa balance commerciale avec les Etats-Unis; le chiffre s'élevait à 7,3 milliards de dollars. Les exportations vers les Etats-Unis et les autres pays dépassèrent celles de l'année précédente de 20%, tandis que les importations n'augmentaient que de 9%, reflétant la lente croissance japonaise. Les capitalistes américains, de plus en plus nombreux et relayés par leurs laquais à la «direction» du mouve-

ment ouvrier, appelèrent à l'érection de barrières protectionnistes contre le flux des importations.

L'AUGMENTATION DES PRIX

L'intensification de la concurrence et le déséquilibre croissant de la balance commerciale des puissances capitalistes entre elles, font renaître le spectre d'une guerre commerciale semblable à celle des années 20 ou 30, qui précéda de quelques années la vraie guerre de 1939-45. C'est l'éclatement d'une telle guerre commerciale que l'accord américano-japonais a, paraît-il, empêché.

Si cette nouvelle guerre commerciale a été temporairement remise, les mesures concrètes promises par le gouvernement Fukuda n'auront toutefois que peu d'effet sur le déséquilibre de la balance commerciale entre les Etats-Unis et le Japon. *«La réduction des taxes japonaises et l'abaissement des barrières non-tarifaires, négociées la semaine dernière ne stimuleront les exportations américaines que de façon marginale»*, déclarait l'hebdomadaire financier américain *Business Week*, le 30 janvier.

Les barrières commerciales japonaises étaient déjà très modestes pour la plupart des produits (le taux de taxation moyen était d'environ 10%) et des réductions supplémentaires ne résolvent pas le problème de fond qui est à la racine du déséquilibre : la plus faible productivité américaine.

Les restrictions volontaires des exportations japonaises de télévision en couleurs ainsi que les nouvelles barrières dressées face à l'importation d'acier japonais aux Etats-Unis, ont stimulé les profits de certains trusts américains. Mais les mesures protectionnistes n'ont préservé que très peu d'emplois aux Etats-Unis. Aucune usine fermée n'a été réouverte. Au contraire, les trusts de l'acier ont fait augmenter les prix d'environ 5,5%. Et la compagnie Zenith Radio Corporation continue à transférer ses chaînes de montage de télévisions en couleurs à l'étranger. Pour les travailleurs américains, la chute du dollar a pour conséquences de faire monter les prix des automobiles et d'autres produits. Ainsi, les firmes japonaises ont augmenté le prix de vente de leurs voitures aux Etats-Unis afin de compenser la chute du dollar. Les

marques américaines, soudain devenues peu préoccupées de «compétition», se sont empressées de les suivre sur cette voie.

Les ouvriers, les paysans et les petits patrons japonais seront aussi touchés par l'offensive commerciale des Etats-Unis. L'année dernière, plus d'un million de chômeurs étaient officiellement recensés - ce qui représente le chiffre le plus haut depuis 18 ans -, les entreprises faisaient faillite à un rythme record et les fermiers voyaient leurs produits encombrer le marché et achetés à des prix de plus en plus bas. La chute du dollar et l'abaissement des barrières douanières vont provoquer un afflux de produits américains qui ne pourra que faire empirer cette situation.

Le système japonais de «garantie de l'emploi à vie», qui est déjà remis en question sous la pression de la stagnation économique et de la chute du dollar, s'en trouvera encore affaibli. La destruction complète de ce système, qui représente une séquelle du passé féodal du Japon, serait d'ailleurs tout à fait du goût des employeurs américains. Ils prétendent en effet que ce système encourage les patrons japonais à exporter à tout prix afin d'utiliser la main-d'œuvre, qu'ils sont contraints de continuer à payer même en période de récession, et qu'il aboutit à une exportation du chômage aux Etats-Unis et dans d'autres pays où n'existent pas de semblables dispositions.

«Cette pratique ne peut se poursuivre sans conduire à des représailles et à des mesures protectionnistes de la part des autres pays», avertissait *Business Week*, le 30 janvier.

En plus de l'augmentation du chômage, les travailleurs japonais sont aussi confrontés à une inflation importante. Le nouvel accord commercial américano-japonais demande au gouvernement Fukuda de prendre de fermes mesures de relance. Par une croissance accélérée de l'économie japonaise, il s'agit de stimuler les importations américaines et, ainsi, de réduire le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis avec le Japon.

Cela revient essentiellement à augmenter les dépenses déficitaires du gouvernement japonais; l'année dernière, celles-ci représentaient 30% du budget total. Dans une récente inter-

view, Fukuda indiquait que le déficit serait de 37% en 1978. Le budget japonais représentant environ un tiers du budget américain en proportion du produit national brut, le chiffre annoncé par Fukuda est comparable à celui du déficit américain prévu par Carter pour l'année fiscale 1979, soit l'un des plus élevés qui ait jamais été atteint.

Ce déficit sera financé par l'émission de nouvelle monnaie et il aura donc pour effet de stimuler les prix bien plus que la production. Les dernières initiatives du gouvernement américain auront ainsi contribué à aiguïser la lutte des classes au Japon.

LES MESURES PROTECTIONNISTES

Les puissances capitalistes qui forment le Marché commun européen emboîtent maintenant le pas aux Etats-Unis. Elles ont aussi demandé au gouvernement japonais qu'il réduise ses exportations et augmente ses importations d'avions, d'automobiles, de produits chimiques, pharmaceutiques, agricoles, de machines et de chaussures, par exemple.

Les Etats-Unis et les pays du Marché commun ont pris des mesures pour limiter les importations d'acier, de textiles, de chaussures et des autres produits en provenance des pays semi-coloniaux les plus industrialisés.

Tout ceci augure mal des négociations commerciales, dont le «Tokyo Round» se déroule en ce moment à Genève. Rassemblant les représentants des 98 Etats participant à l'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT: General Agreement on Tariffs and Commerce), ces conversations se traînent en longueur depuis qu'en 1973, elles ont été ouvertes en grande pompe.

Placés dans un contexte de profonde crise internationale de surproduction, les négociateurs des principales puissances se retrouvent face à un problème extrêmement difficile: ils veulent que les autres gouvernements abaissent les barrières devant les exportations de leur pays. Mais en même temps, de fortes tendances sont à l'œuvre dans chacun de ces pays pour la protection des produits de l'industrie nationale, dont les pro-

fits sont menacés. C'est ainsi que les mesures protectionnistes se sont multipliées partout au cours des dernières années.

Aussi longtemps que ces économies nationales seront en expansion même ralentie, ces mesures pourront être contenues. Elles seront même utilisées par les impérialistes les plus puissants comme une menace pour forcer les autres gouvernements à abaisser leurs barrières douanières; c'est bien ainsi que Washington a procédé à l'égard de Tokyo.

Mais lorsque surviendra la prochaine récession généralisée de l'économie mondiale, la tendance au libre-échange, qui a prévalu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, pourrait bien s'en trouver renversée. Les travailleurs de tous les pays seront les premiers à en subir les conséquences.

ARTICLES PARUS PRECEDEMMENT DANS INPRECOR SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE AU JAPON

* «Après les élections», interview de Sakai, No 7 du 5 septembre 1974.

* «La fin du miracle», Fujiwara, numéro spécial du 16 janvier 1975.

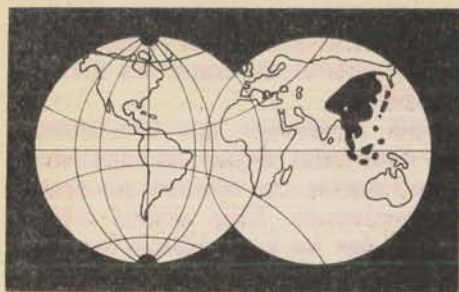
* «A bas le gouvernement Miki», Ligue communiste révolutionnaire du Japon, No 51 du 13 mai 1976.

* «Les retombées du scandale Lockheed», Pierre Rousset, No 59 du 7 octobre 1976.

* «Japon: crise et reconversion», Fujiwara, numéro spécial économique du 11 novembre 1976.

* «Le Japon entre deux époques», Interview de Jiro Kurosawa, No 68 du 27 janvier 1977.

* «Après les élections sénatoriales», Kazuo Kihara, No 14 du 13 octobre 1977.



Pékin systématise sa théorie des trois mondes

CHINE

Livio MAITAN

Les successeurs de Mao subordonnent, comme lui, les luttes des travailleurs et des peuples opprimés du monde aux privilèges de la caste bureaucratique qui dirige l'État chinois.

La théorie de la division en trois mondes, lancée par Mao en 1974, a été reprise au cours de l'année 1977 dans une série de textes chinois intitulés : *Le social-impérialisme soviétique, foyer le plus dangereux d'une guerre mondiale*; *La nature du social-colonialisme soviétique* (parus respectivement dans les numéros de juillet et de novembre du *Drapeau rouge*) et *La théorie du président Mao sur la division en trois mondes, importante contribution au marxisme léninisme*, élaboré par la rédaction du *Quotidien du peuple* (Cf. *Pékin information*, No 29, 45 et 49). Le dernier des trois articles représente l'effort le plus systématique qui ait été fait jusqu'ici pour donner une base théorique et une explication politique à cette conception maoïste.

LES THESES DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

«La théorie du président Mao sur la division en trois mondes - écrivent les rédacteurs du quotidien pékinois- constitue un bilan scientifique de la réalité objective de la lutte de classe qui se déroule actuellement à l'échelle mondiale... La bourgeoisie internationale n'a jamais formé ni ne saurait former un bloc monolithique et, de son côté, le mouvement ouvrier et international, sous l'influence des classes qui lui sont étrangères, a connu des scissions successives. En menant sa lutte sur le plan international, le prolétariat doit, en fonction de ses besoins et des possibilités des différentes périodes historiques, s'unir avec tous ceux qui sont susceptibles d'être

unis, ce qui lui permettra de développer les forces progressistes, gagner les forces intermédiaires et isoler les forces des jusqu'aboutistes.»

Pour la direction chinoise, à la suite de la dégénérescence de l'URSS, il est devenu impossible de continuer à utiliser la catégorie de «camp socialiste». Il fallait - dit le texte - reconnaître la nouvelle réalité, à savoir l'émergence de trois mondes : celui des «deux superpuissances impérialistes» : l'URSS et les USA, celui des pays socialistes et des nations opprimées, victimes de l'exploitation de l'impérialisme et celui des pays développés qui se trouve entre les deux.

En analysant séparément les trois mondes, le texte rappelle les raisons pour lesquelles l'URSS est elle aussi un pays impérialiste : a) parce qu'elle extorque à l'étranger des profits, bien qu'inférieurs à ceux extorqués par les États-Unis, par le biais de l'«aide économique» et de l'«assistance militaire» et «en achetant à vil prix et en vendant au prix fort aux pays qui reçoivent son aide»; b) parce que par le truchement du Comecon, elle développe des «activités» analogues à celles que l'impérialisme américain développe à travers les sociétés multinationales et autres instruments d'agression; c) parce qu'elle dispose à l'étranger de bases militaires et de contingents militaires encore plus nombreux que ceux des États-Unis (Tchécoslovaquie, Angola...).

Qui plus est, l'URSS est «l'impérialisme le plus féroce» et «constitue le foyer de guerre mondiale le plus dangereux» : 1) parce qu'elle est une grande

puissance impérialiste qui a surgi après les États-Unis, 2) parce que «en raison de l'insuffisance relative de ses forces économiques, le social-impérialisme ne peut poursuivre son expansion qu'en recourant principalement à la force militaire et à la menace de guerre»; 3) parce qu'elle dispose «d'une économie capitaliste d'État plus concentrée que celle de n'importe quel pays impérialiste»; 4) parce qu'elle «exploite encore le prestige de Lénine et arbore le drapeau du 'socialisme'». Il serait donc erroné de «mettre sur le même plan les deux superpuissances sans établir une distinction entre elles».

Dans la lutte contre les deux superpuissances, le rôle principal appartient aux pays et aux peuples du tiers-monde. En effet, ils représentent «l'écrasante majorité de la population mondiale» et du fait d'avoir été les plus cruellement exploités, ils ont opposé la résistance la plus énergique. Leur lutte pour la libération nationale s'est généralisée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et elle aura un poids décisif encore «au cours d'une période historique relativement longue». Le soutien aux luttes des peuples du tiers-monde est une tâche primordiale du mouvement ouvrier «des premier et second mondes» qui ne peut pas à l'étape actuelle jouer un rôle décisif. «Du fait de la trahison de la clique dominante de l'URSS - écrit le texte -, du déferlement du courant idéologique révisionniste et de la division de la classe ouvrière, le mouvement révolutionnaire dans les pays capitalistes développés se trouve provisoirement, en général, au stade de la

réorganisation des rangs et de l'accumulation des forces et dans ces pays, il n'existe pas, pour le moment, une situation révolutionnaire». Le second monde est lui aussi une «force susceptible d'être ralliée dans la lutte contre l'hégémonisme». En effet, «le plus grand danger auquel l'Europe occidentale se trouve confrontée aujourd'hui provient manifestement du social-impérialisme soviétique». Sans perdre de vue «l'exploitation et le contrôle que des pays du second monde font subir à des pays du tiers-monde», une distinction s'impose. Cela implique entre autres, qu'il est nécessaire y compris dans les pays du second monde «de formuler aujourd'hui le mot d'ordre : défense de l'indépendance nationale».

La guerre est inévitable - dit le chapitre final - et elle le sera jusqu'à la révolution socialiste en Union soviétique et aux États-Unis. Mais il est possible de repousser les échéances en bouleversant le calendrier des superpuissances. La Chine pourra en profiter qui éprouve le «besoin urgent de jouir d'une ambiance de paix pour une longue période». La guerre impliquera des catastrophes, elle déterminera de très grands changements et «il est même possible que le système impérialiste s'effondre complètement». La lutte contre la guerre doit être menée sur la base d'un front uni dans lequel les pays socialistes et le prolétariat international luttent à côté des pays du tiers-monde et de ceux du second, en rejetant toute politique d'apaisement ou de détente avec le social-impérialisme, danger principal de guerre.

LES ANTECEDENTS THEORIQUES

Les rédacteurs du *Quotidien du peuple* ont recours à une série de citations de textes classiques pour tenter de démontrer la légitimité de leur thèse.

En ce qui concerne Marx, Engels et Lénine, leur prétention est dépourvue du moindre fondement. La plupart des citations des deux premiers ne démontre qu'une vérité première, à savoir qu'ils avaient parfaitement compris toute l'importance de la lutte pour la libération nationale, notamment dans les cas célèbres de la Pologne et de l'Irlande. La seule qui soit pertinente par rapport au problème posé, est un passage d'Engels esquissant l'éventualité d'une

guerre d'agression du tsarisme contre l'Allemagne : «Nous pouvons déclarer au gouvernement que nous sommes disposés à le soutenir pour combattre l'ennemi extérieur - si on nous donne une telle possibilité, en nous traitant dignement - à condition que le gouvernement mène une guerre impitoyable par tous les moyens, y compris les moyens révolutionnaires... L'existence même de la nation sera alors en jeu et, pour nous, il s'agira de maintenir ces positions et des possibilités pour l'avenir que nous avons gagnées pour nous-mêmes.» (Lettre à Bebel, *Œuvres complètes*, tome 38). Engels fait donc l'hypothèse d'une guerre qui n'ait pas de buts impérialistes de la part de l'Allemagne, qui met en danger son existence même et qui arrête «le mouvement socialiste en Europe pendant 20 ans». C'est une hypothèse qui ne s'est pas réalisée (en principe, il était difficile que dans une guerre éventuelle, l'Allemagne bourgeoise n'ait pas déjà à l'époque des visées impérialistes). Lorsque la guerre a effectivement éclaté, quelques décennies plus tard, l'une et l'autre des parties belligérantes étaient motivées par leur nature impérialiste et les véritables disciples de Marx et d'Engels dénoncèrent leur propre impérialisme en lui livrant un combat intransigeant.

Ce furent les réformistes contre lesquels Lénine lutta qui estimèrent, pour reprendre les mots du *Quotidien du peuple*, nécessaire de «sauvegarder l'indépendance nationale et, pour la classe ouvrière, de maintenir ses positions et ses possibilités». Lénine n'exclua pas, a priori, la possibilité de guerres nationales à l'époque de l'impérialisme et il écrivit même que, si la guerre de 1914 s'était limitée à un conflit entre la Serbie ou la Belgique d'un côté et l'Autriche et l'Allemagne de l'autre, le mouvement ouvrier aurait dû prendre position en faveur des petits États agressés par les empires. Mais, encore une fois, c'était une hypothèse-limite qui ne s'est pas réalisée.

Les rédacteurs du *Quotidien du peuple*, qui citent à plusieurs reprises des textes du IIe congrès de l'Internationale communiste, oublient que les thèses sur la question nationale et coloniale de ce congrès affirmaient, entre autres, que «toute la politique de l'Internationale communiste sur la question nationale et coloniale doit

être fondée principalement sur l'union des ouvriers et des masses travailleuses de toutes les nations et de tous les pays dans le combat révolutionnaire commun pour le renversement des propriétaires et des bourgeois» (thèse 4). Quant au passage où Lénine - toujours au IIe congrès de l'IC - inclut dans la même catégorie les colonies opprimées et les pays démembrement comme la Perse, la Turquie et la Chine, et les pays vaincus, dont l'Allemagne, il est évident qu'il s'agit d'une classification tout à fait empirique et conjoncturelle. Les événements qui ont suivi ont démontré - aussi bien après la première qu'après la deuxième guerre mondiale - que l'Allemagne pouvait reprendre assez rapidement son rôle de puissance impérialiste. Mais, ce qui est plus important, Lénine et les autres dirigeants bolchéviks, tout en exploitant toute nouvelle marge de manœuvre pour des opérations diplomatiques (Rapallo), n'ont jamais tenté de créer un front uni entre l'URSS et l'Allemagne vaincue. Ils ne se sont jamais tu sur les tâches révolutionnaires du prolétariat allemand constamment à l'ordre du jour des congrès de l'Internationale communiste.

En continuant leur moisson, nos auteurs citent deux passages de Staline, l'un de 1939 à propos de la caractérisation de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon comme pays agresseurs et de la Grande-Bretagne, de la France et des États-Unis comme pays non agresseurs, l'autre de 1942 qui distingue la coalition italo-allemande de la coalition anglo-soviéto-américaine. Évidemment, nos zélés chasseurs de citations oublient la période 1939-1941, celle du pacte germano-soviétique... Mais de toute façon, une classification entre pays agresseurs et pays agressés mettait, en réalité, la sourdine sur la nature de classe d'une des deux coalitions, en l'enjolivant et ouvrant ainsi la porte aux compromis de Téhéran, Potsdam et Yalta, à la division du monde en sphères d'influence.

Enfin, l'article évoque une thèse du dernier livre de Staline selon laquelle «l'inévitabilité des guerres entre pays capitalistes reste entière». C'est une thèse pour le moins discutable dans la mesure où l'existence d'une série de pays où le capitalisme avait été abattu, représentait - beaucoup plus qu'avant la guerre - un frein à l'extension de ces conflits.

L'implication d'une telle thèse, à savoir qu'une guerre entre des pays capitalistes serait plus probable qu'une guerre entre pays capitalistes et pays collectivistes, est de toute évidence encore plus discutable.

L'URSS EST-ELLE UNE PUISSANCE IMPERIALISTE ET LE FOYER LE PLUS DANGEREUX D'UNE GUERRE MONDIALE ?

Le premier et principal argument par lequel on veut démontrer que l'URSS est un pays impérialiste est carrément faux. Contrairement aux États-Unis et aux pays de ce second monde avec qui Pékin fait des tours de valse, elle n'extorque pas de profits à l'étranger par l'exportation de capitaux. Le texte lui-même parle de formes spécifiques d'exploitation. Mais ces formes spécifiques n'impliquent pas la création d'entreprises de propriété soviétique. Les entreprises que l'URSS a bâties dans des pays comme l'Inde, sont propriété indienne.

Il est vrai qu'il a existé après la guerre, surtout dans certains pays d'Europe orientale, - et il existe encore dans quelques cas - des sociétés mixtes avec participation de l'État soviétique. Cela a provoqué à l'époque des polémiques serrées notamment de la part des communistes yougoslaves. Mais ce fut un phénomène transitoire et, de toute façon, limité : personne ne saurait prétendre qu'il représentait une nécessité intrinsèque de l'économie soviétique et, en fait, les sociétés mixtes ont pu être abolies sans répercussions un tant soit peu importantes.

Il est vrai aussi que, dans ses rapports avec d'autres pays, l'URSS a pu bénéficier de l'échange inégal, ce qui est la conséquence du fait que le marché mondial capitaliste reste, en dernière instance, le régulateur décisif. Mais, y compris en ce qui concerne des pays de sa sphère d'influence, l'URSS exporte des matières premières et importe des produits industriels et, en principe, elle fait donc les frais de l'échange inégal. Finalement, elle a réalisé avec certains pays des accords de longue durée qui ont eu un effet stabilisateur sur les prix des matières premières à l'avantage - à moyen et à long terme - des pays exportateurs (ce fut le cas du sucre cubain).

Tout cela prouve à quel point l'analogie entre les activités de la « Communauté socialiste » et les activités des sociétés multinationales est arbitraire. Cela n'exclut pas que le Comecon, aussi bien que d'autres « instruments » - tels que les bases militaires et l'armée d'occupation - soient utilisés par Moscou dans le but d'imposer sa volonté et de sauvegarder son hégémonie sur les pays « frères ». Mais ce que les théoriciens chinois n'ont jamais réussi à démontrer c'est que l'analogie dressée entre les « superpuissances » hégémoniques recouvre une identité fondamentale de structures socio-économiques en URSS et aux USA. Si le capitalisme avait été effectivement restauré en URSS, il serait possible de décrire très précisément ce processus de restauration : ce qu'aucun texte chinois n'a pu faire jusqu'ici. Les théoriciens de Pékin n'ont pas échappé à deux contradictions majeures. Ils datent la dégénérescence de l'URSS à partir de 1956 ou de la mort de Staline et en même temps ils indiquent comme preuve de cette dégénérescence des phénomènes qui s'étaient déjà produits sous Staline. Tout en insistant sur la nécessité de la violence révolutionnaire pour la conquête du pouvoir par le prolétariat, ils adoptent, par contre, y compris dans le texte que nous analysons, une conception gradualiste, « réformiste » en ce qui concerne la restauration du capitalisme.

PEKIN SOUTIENT L'INTERVENTION IMPERIALISTE AU ZAIRE

Pékin prône contre « l'hégémonie soviétique », le renforcement de l'unité du second et du troisième mondes. La direction chinoise n'hésite pas à pousser jusqu'au bout la logique de cette position en saluant ouvertement l'intervention directe et militaire d'un impérialisme - en l'occurrence français - volant au secours du régime réactionnaire de Mobutu au Zaïre, à l'occasion de l'attaque des « gendarmes katangais ». Pékin *information* du 6 juin notait en effet à ce sujet : « Lorsque, à l'instigation de l'Union soviétique, des mercenaires ont envahi le Zaïre, la France et certains pays de l'Europe occidentale lui ont accordé une aide militaire et logistique. C'est ainsi que la tendance à s'unir entre l'Europe occidentale et l'Afrique pour s'opposer à l'hégémonie est en bonne voie de se renforcer ».

Aux arguments, fondés encore une fois, sur des analogies abstraites, selon lesquelles l'URSS serait la puissance la plus agressive et représenterait « le foyer le plus dangereux d'une guerre mondiale », il suffit d'opposer des questions tout à fait élémentaires. Qui fut à l'origine de tous les conflits militaires les plus importants des dernières années, depuis la guerre de Corée jusqu'à celle du Vietnam ? Qui fut le protagoniste d'une agression caractérisée contre un État ouvrier comme Cuba ? Qui soutient celui qui est effectivement au Moyen-Orient, le foyer le plus dangereux d'une guerre, à savoir l'État sioniste d'Israël ?

Comment pourrait-on expliquer, sur la base des « théories » actuelles des maoïstes que dans toutes les confrontations majeures des dernières années - Corée, Vietnam -, l'URSS se trouva du côté de ceux que les maoïstes eux-mêmes considèrent comme des « pays socialistes » (Cuba du moins à l'époque des agressions yankees) et que Cubains et Vietnamiens aient constamment souligné l'importance capitale qu'a eue pour eux l'aide soviétique ?

Est-ce qu'il est sérieux d'opposer à ces faits massifs les événements d'Angola ou... du Zaïre ? Comment pourrait-on ignorer qu'en Angola ce n'est pas l'URSS qui a provoqué la guerre, mais qu'elle n'a fait qu'aider militairement l'une des parties en lutte et, plus précisément, celle contre qui s'étaient mobilisées toutes les forces les plus réactionnaires, avec les racistes sud-africains au premier rang ? Et comment déceler dans le conflit zaïrois une machination de Moscou et comment présenter Mobutu comme un héros de la lutte pour l'indépendance de son pays !

LE TIERS-MONDE EST-IL « FONCIÈREMENT ET ESSENTIELLEMENT REVOLUTIONNAIRE » ET LE « SECOND MONDE » EST-IL SUSCEPTIBLE DE SE RALLIER A LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME ?

A la base de toute la construction politico-théorique des maoïstes, il y a l'idée qu'« à en juger par le comportement objectif et la tendance générale des nations opprimées d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine au cours de plus de trente ans de lutte politique internationale, ces

nations sont foncièrement et essentiellement révolutionnaires, progressistes...» Par cela nos théoriciens font disparaître toute analyse différenciée des formes d'avènement des pays coloniaux à l'indépendance. Tous sont des révolutionnaires, ceux qui ont conquis l'indépendance par une lutte prolongée et par de très larges mobilisations des masses aussi bien que ceux qui ont bénéficié de manœuvres colonialistes par en haut : Bokassa vaut bien Boumédiène, Samora Machel, Houphouët-Boigny. L'existence de classes dominantes indigènes n'est mentionnée qu'en passant, comme s'il s'agissait d'un facteur absolument secondaire.

Des phénomènes extrêmement importants comme les changements induits par l'industrialisation partielle de pays comme le Mexique ou le Brésil et le renforcement relatif de couches bourgeoises nationales, plus strictement liées aux entreprises économiques de l'impérialisme, sont complètement ignorés. Par conséquent, les implications politiques et militaires qui en découlent sont ignorées aussi. Par exemple, on garde le silence sur les liens avec l'impérialisme américain des classes dominantes brésiliennes et iraniennes et sur le rôle de gendarmes que Brésil et Iran jouent dans leurs zones d'influence respectives. Evidemment, il serait difficile de dénoncer tout cela et en même temps de faire les éloges du bourreau Rehza Palevi et présenter sous un jour favorable certaines démarches du gouvernement Geisel !

Comme nous l'avons mentionné, la Chine est incluse dans le tiers-monde. Le critère fondamental de ce choix n'est pas celui de la nature de classe de l'État, mais celui du niveau arriéré de développement économique qui l'oppose aux «pays riches». Par ailleurs, le texte ne précise pas qui sont les autres pays socialistes. Les dirigeants chinois incluent certainement dans cette catégorie - à l'heure actuelle - les trois pays d'Indochine et la Corée du Nord. Quant aux pays d'Europe orientale, la situation est plus fluide. L'Albanie reste un pays socialiste, mais risque d'être rétrogradée, si ses rapports avec Pékin se détériorent davantage. La Yougoslavie, par contre, pourrait faire formellement sa rentrée. La Roumanie était présentée comme socialiste depuis un certain nombre d'années.

Ce flou est déterminé par le souci de pouvoir inclure ou exclure tel ou tel pays de cette catégorie d'après les exigences conjoncturelles.

Quant à l'analyse selon laquelle le «second monde», y compris des pays engagés dans des entreprises néocolonialistes de toutes sortes comme la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne fédérale, peut et doit être gagné au front uni contre l'«hégémonisme», elle a le tort de glisser sur la nature de classe et le rôle effectif des pays concernés. Ce n'est que par une application aberrante du concept simpliste de l'«ennemi principal» qu'on peut faire oublier que le Japon, l'Allemagne, la Grande-Bretagne etc. représentent des piliers essentiels du système impérialiste mondial. Un État ouvrier peut certes tenter d'utiliser à son profit les contradictions interimpérialistes. Mais c'est une chose toute différente de présenter des adversaires comme des alliés; d'effacer les clivages de classe; de faire des ouvertures aux pires réactionnaires à la Nixon, Joseph Strauss, Fanfani et Sa Carneiro; d'œuvrer au renforcement de la Communauté économique européenne qui exprime la tendance à la concentration du capital, ou de la coalition militaire atlantique dont le but est la préservation du «monde libre», c'est-à-dire du système capitaliste mondial...

Mais la conséquence la plus négative des analyses erronées sur le second monde et de la conception chinoise du «front uni contre l'hégé-

nisme» est la sous-estimation explicite du rôle et des potentialités du mouvement ouvrier du premier et du second monde. Le texte est clair en la matière. Le texte du *Quotidien du peuple* glisse d'une façon cavalière sur tout ce qui s'est passé en Europe occidentale à partir de 1968 ! Depuis longtemps, la presse chinoise avait oublié ce qu'elle avait elle-même écrit à propos de mai 68 en France; elle n'a pas analysé dans leur portée réelle les grandes luttes sociales et politiques qui ont secoué l'Italie une décennie durant; elle a été d'une discrétion extrême en ce qui concerne l'Espagne; elle a minimisé les événements au Portugal, ne s'attachant qu'à mettre en relief les manœuvres qu'y aurait opérées le «social-impérialisme soviétique». Dans le texte que nous analysons, qui pourtant a l'ambition d'une synthèse globale, la montée ouvrière en Europe occidentale est tout simplement ignorée et les auteurs s'efforcent par contre de démontrer qu'il n'y a aucune perspective de situation révolutionnaire.

UNE «THEORIE» POUR JUSTIFIER UNE PRATIQUE POLITIQUE

Lorsque la polémique entre le PC chinois et le PCUS a commencé, Pékin reprochait à Moscou de poursuivre une politique d'apaisement avec l'impérialisme américain. Aujourd'hui, il reproche non seulement au «second monde», mais aussi aux États-Unis une attitude trop molle envers l'URSS. Teng Hsiao-ping l'a

SE PREPARER A LA GUERRE NATIONALE EN EUROPE

Dans son numéro du 6 février 1978, *Pékin information* reproduit un article du *Renmin Ribao*, publié originellement le 18 janvier et intitulé «Le second monde et la défense de l'indépendance nationale». Il résume dans sa conclusion l'analyse maoïste des tâches qui incombent aujourd'hui aux masses en Europe : préparer l'union nationale avec leurs bourgeoisies. L'URSS, en effet, menace.

Il faut «dévoiler à fond les machinations de guerre tramées par le Kremlin», «s'opposer à la politique d'apaisement» et «se tenir prêts pour une guerre contre l'agresseur». Et les auteurs de conclure : «Si cette éventualité se produit, les prolétaires de ces pays doivent être les premiers à

s'engager dans la guerre nationale et à combattre pour la survie et l'indépendance de leurs nations».

Il n'est donc pas étonnant que *Pékin information* dans ses rares notes internationales, mette l'accent sur les réunions au sommet de l'OTAN, organisation militaire atlantique de l'impérialisme. Ces conférences, note l'hebdomadaire, ont «souligné la nécessité de renforcer la défense face à la croissance de la menace militaire soviétique». Et «les ministres de la défense des pays ouest-européens ont exigé des États-Unis qu'ils ne fassent pas trop de concessions à l'Union soviétique». (*Pékin information* du 26 12.77). L'État-major de la contre-révolution européenne ne pouvait espérer meilleur soutien idéologique !.

dit dans une entrevue : « J'espère que l'effort (pour détruire le plan global de guerre de l'URSS) sera déployé par le monde entier, tiers-monde, second monde et même le premier, les États-Unis ». (Le Monde, 23/24 octobre 1977). Cela suffit à démontrer quels changements ont connus non seulement les analyses, mais aussi les critères des dirigeants chinois et de leurs porte-parole.

A ce propos, il y a un manque de logique flagrant dans les analyses chinoises. S'il était vrai que l'URSS avait basculé dans le camp impérialiste, à la suite d'une dégénérescence que les Chinois eux-mêmes ont définie comme une « tragédie historique » et si, par surcroît, il était vrai que le mouvement ouvrier de la plupart des pays capitalistes n'a connu aucun essor depuis plus de trente ans, on ne comprend pas sur quoi se fonderait cet optimisme sans faille qui affirme - pour reprendre les mots du rapport de Hua au XI^e congrès - que la situation internationale est « très bonne, très bonne, pas seulement bonne ou assez bonne ».

Toutes ces incongruités analytiques et ces contradictions ne doivent pas, toutefois nous faire perdre de vue les éléments de continuité idéologique et encore moins la base réelle des innovations théoriques maoïstes. Les éléments de continuité qui se reflètent dans les nombreuses citations de Mao se référant à des époques différentes, aussi bien que dans celles de Staline, consistent d'un côté dans l'application mécaniste dans la forme et opportuniste dans le contenu du concept de l'« ennemi principal », de l'autre dans un empirisme auto-justificateur d'origine stalinienne. Lorsque les dirigeants chinois, en répondant à leurs critiques, et en premier lieu aux défenseurs albanais de l'orthodoxie stalinienne, rappellent les alliances de Staline avec des puissances capitalistes, ils ont un terrain solide sous leurs pieds. La continuité entre eux et Staline ne se limite d'ailleurs pas aux formules idéologiques ou à la démarche méthodologique. Le fait essentiel reste que de même que l'URSS stalinienne et post-stalinienne, la Chine maoïste et post-maoïste subordonne les intérêts du mouvement ouvrier et des masses exploitées du monde entier à ses intérêts étatiques, aux besoins du maintien de la position hégémonique

et des privilèges de la caste bureaucratique dirigeante. C'est pourquoi, entre autres, elle reste fidèle à la théorie du socialisme dans un seul pays.

Les changements d'orientation dans la politique internationale de la Chine - qui par certains aspects ont conduit à une relance de positions adoptées moins systématiquement et durablement à d'autres époques - ont été, en dernière analyse, le résultat du tournant opéré à partir de 1970 par l'impérialisme américain. Ce dernier se résigna à accepter la réalité de la Chine nouvelle, en renonçant à sa stratégie des vingt années précédentes, en ouvrant la porte aux accords politiques et économiques et en s'efforçant d'établir un *modus vivendi* plus ou moins stable.

La direction maoïste donna une réponse favorable, entre autres, par l'invitation spectaculaire de Nixon à Pékin au moment où l'attaque impérialiste contre le Vietnam battait son plein. Toutes les rectifications idéologiques successives - jusqu'à l'adoption de la théorie de la division en trois mondes - s'inscrivent dans cette orientation nouvelle qui, de la part de Pékin, vise non seulement à un apaisement, mais aussi à un compromis sur une assez large échelle. Par là, les dirigeants chinois espèrent aussi, sinon éviter, au moins retarder l'éclatement d'une guerre et pouvoir ainsi gagner du temps dont ils ont besoin pour renforcer les assises économiques du pays.

Quelqu'un pourrait penser que, si cela est vrai, la politique chinoise n'est pas si désastreuse, indépendamment des pseudo-théories qui s'efforcent de la justifier. Ce n'est pas le cas. Tout d'abord, le conflit sino-soviétique (dont la responsabilité, pour toute une période - il ne faut pas l'oublier - a incombé aux bureaucrates de Moscou) a offert dans le passé (Vietnam) et offre aujourd'hui des marges de manœuvre considérables à l'impérialisme. En deuxième lieu, la concentration du feu contre l'URSS implique automatiquement un affaiblissement de la lutte contre l'impérialisme américain. En troisième lieu, l'orientation impliquant des compromis politiques substantiels

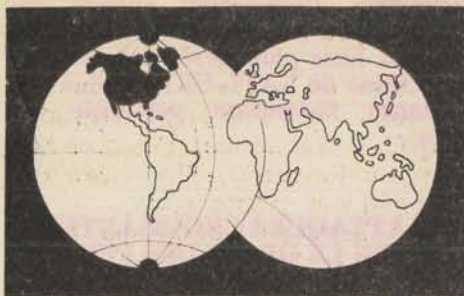
UN SOUTIEN OUVERT À L'ASEAN

L'Association des nations du sud-est asiatique, l'ASEAN, regroupe cinq États dictatoriaux : ceux de Malaisie, de Singapour, d'Indonésie, des Philippines et de Thaïlande.

La direction chinoise ne cache plus aujourd'hui son soutien à l'ASEAN, pourtant si longtemps dénoncée comme un instrument néo-colonial. Pékin *information* salue la réunion à Kuala Lumpur de sa deuxième conférence au sommet, en août dernier, et affirme que « L'Association des nations d'Asie du sud-est (...) a poursuivi en 1977 sa marche en avant ». Les négociations économiques qui se sont déroulées à cette occasion, les entretiens poursuivis avec « les chefs d'État du Japon, d'Australie et de Nouvelle-Zélande », les contrats noués avec la CEE et le Canada méritent d'être soutenus.

En effet, « toutes ces activités ont obtenu des résultats positifs pour développer les relations économiques avec les pays du second monde dans des conditions relativement favorables ». (Pékin *information*, du 16 janvier 1978). Toutes ces activités tendent aussi à renforcer la domination impérialiste dans la région et à assurer la stabilité de régimes militaires et policiers, remparts de la contre-révolution.

avec les pays capitalistes du « second monde » a inévitablement des implications négatives pour la lutte de la classe ouvrière de toute une région décisive et les compromis avec les Mobutu et les Nimeyri et les attitudes scandaleusement ambiguës envers Pinochet ne sont pas sans conséquences graves non plus. Dans la mesure où l'orientation et les conceptions énoncées se traduisent tant soit peu dans la pratique, la tâche des pires ennemis de la classe ouvrière et des peuples opprimés en est facilitée et la lutte contre l'impérialisme et pour le renversement du capitalisme est compromise ou sérieusement entravée. Voilà la réalité au-delà de toutes les mystifications.



Les femmes luttent pour leurs droits élémentaires

ETATS-UNIS

Matilde ZIMMERMANN

Elles sont de plus en plus nombreuses à travailler, à faire des études longues, à pouvoir contrôler leurs maternités : toutes ces transformations ont aidé à la prise de conscience des femmes et ont fait naître une colère grandissante contre parce qu'on leur refuse une véritable égalité des chances.

On dit parfois du mouvement de libération des femmes des années 1970 qu'il est la seconde vague de féminisme aux Etats-Unis. La première vague, ce fut le mouvement qui remporta la victoire du droit de vote pour les femmes en 1920. Après un demi-siècle de calme relatif, le mouvement féministe a ressurgi, de façon très soudaine semble-t-il, lors des manifestations du 26 août 1970, qui firent descendre dans les rues des dizaines de milliers de femmes. Les racines de ce mouvement, c'était à la fois les transformations apparues dans le rôle économique et social des femmes, et l'impact des autres mouvements en lutte pour un changement social.

LA FIN D'UN STEREOTYPE

De l'entrée des femmes américaines dans le monde du travail, on a dit que c'était «une révolution dans le monde des femmes». La classe ouvrière américaine s'en est trouvée transformée. Aujourd'hui, pour la première fois, le travailleur américain moyen n'est pas un homme blanc de plus de trente ans. Au contraire, la majorité des travailleurs américains sont des femmes, des membres des minorités opprimées et des jeunes.

De la même façon, la femme américaine moyenne n'est plus une maîtresse de maison qui reste au foyer et s'occupe des enfants. Le pourcentage de femmes adultes salariées est passé de 34% en 1950 à 37% en 1960 pour atteindre les 55% fin

1976. Le pourcentage des femmes noires qui travaillent est encore plus important que chez les femmes blanches. Quant au pourcentage de femmes salariées qui ont des enfants de moins de six ans, il a pratiquement triplé depuis 1950 : de 13,6%, il est passé à 39% du total des mères salariées.

A la fin des années soixante le nombre des femmes américaines qui travaillaient à l'extérieur de chez elles n'avait jamais été atteint auparavant. Elles avaient fait des études plus longues que les femmes des générations précédentes et les progrès de la contraception leur avaient donné la possibilité de contrôler leur maternité.

Toutes ces transformations ont aidé à la prise de conscience des femmes et ont fait naître une colère grandissante contre le fait qu'on leur refusait une véritable égalité de chances.

Ce phénomène a été renforcé quand d'autres couches sociales sont descendues dans la rue durant ces années soixante, pour lutter pour leurs droits. Le mouvement noir, qui menait des campagnes pour l'égalité des droits, et revendiquait la reconnaissance de l'identité et de l'indépendance des noirs, a eu une très forte influence. En outre, les premières dirigeantes du mouvement des femmes étaient issues de groupes étudiants radicalisés et avaient participé au mouvement contre la guerre au Vietnam.

L'Organisation nationale des femmes (NOW), la première organisation féministe qui ait existé à l'échelle nationale, a été à l'initiative de la préparation du 26 août 70, cinquantième anniversaire de la victoire du droit de vote des femmes. Les trois principales exigences mises en avant au cours de ces manifestations étaient : à travail égal, salaire égal; des crèches ouvertes 24h sur 24; et la liberté de l'avortement. A New York, la manifestation regroupa 30 000 personnes.

Des groupes femmes commencèrent alors à naître dans les universités, les bureaux, les entreprises... dans tout le pays. Bientôt presque partout où il y avait des femmes se menaient des actions féministes. Plus le mouvement s'étendait, plus il produisait des transformations dans le mode de vie et les attitudes. En l'espace de quelques années, la façon dont des millions d'américains envisageaient des problèmes comme la sexualité féminine, la place respective des hommes et des femmes dans la famille, au travail et le rôle des femmes dans l'histoire s'est trouvée modifiée.

LA LUTTE POUR LA LIBERTE DE L'AVORTEMENT

Les groupes qui se multiplièrent en 1970 et 1971 s'étaient constitués autour de nombreux problèmes locaux et de plusieurs revendications de plus grande ampleur. Mais l'unité du mouvement s'est faite essentiel-

lement sur une revendication qui dépassait toutes les autres : l'abolition de la législation réactionnaire sur l'avortement.

Chacun des 50 États avait sa propre loi sur l'avortement; cela allait des restrictions à l'interdiction. A cause de ces lois, chaque année des milliers de femmes étaient obligées d'avoir recours à des avortements clandestins, humiliants et dangereux. En 1971, en Floride, une jeune femme fut condamnée pour assassinat pour s'être fait avorter.

Avant l'apparition du mouvement des femmes, les efforts faits pour obtenir la réforme des lois sur l'avortement avaient été des campagnes destinées aux législateurs, pour les persuader d'augmenter le nombre de cas où l'avortement pourrait être autorisé par la loi. Certains de ces premiers réformateurs étaient des partisans du contrôle démographique; leurs arguments étaient parfaitement racistes et ils voyaient dans l'avortement le moyen de limiter le nombre d'enfants qui avaient besoin de l'aide publique. Au début des années 70, et pour la première fois, la possibilité existait de se battre contre les lois sur l'avortement avec l'argument le plus fort : c'est un droit démocratique des femmes que celui de choisir si elles veulent ou non un enfant.

Pour transformer cette possibilité en réalité, les trotskystes américains du Parti socialiste des travailleurs (SWP - Socialist Workers Party), et de l'Alliance des jeunes socialistes (YSA - Young Socialist Alliance) ont joué un grand rôle. Ils ont travaillé avec d'autres féministes à la construction du WONAAC (Campagne nationale des femmes pour l'avortement). La première organisation nationale s'est constituée spécifiquement pour mener la lutte pour la liberté de l'avortement en mettant en avant le droit des femmes à choisir. Les manifestations, les réunions et les prises de paroles organisées par le WONAAC, en coordination avec d'autres groupes, ont fait de la revendication de l'avortement une question de politique nationale, sous les feux de l'actualité. C'est ce type d'initiatives qui a permis de remporter la victoire : en janvier 1973, la Cour suprême légalisait l'avortement.

Ces quelques premières années de la seconde vague du féminisme ont vu aussi d'autres victoires. Sous la pression d'un mouvement de femmes combatif, le Congrès vota en 1972 l'Amendement sur l'égalité des droits

(ERA - Equal Rights Amendment), qui était tombé dans l'oubli depuis qu'il avait été introduit un demi-siècle plus tôt. Il fallait que les deux tiers des États le ratifient pour qu'il devienne loi : à cette époque, il semblait que cela se ferait rapidement. Les femmes obtinrent aussi que soient prises un certain nombre de mesures, du même genre que celles pour lesquelles les Noirs s'étaient battus dans les années 60, et qui leur permirent d'accéder à des métiers bien rémunérés dont elles avaient été traditionnellement exclues. Mais à la base de ces acquis, il y avait le «boom» relatif

des années 60. Les capitalistes pouvaient encore se permettre des concessions envers les couches de travailleurs les plus combatifs à l'époque... et au début des années 70, ce furent souvent les femmes.

ET LES TEMPS DEVINRENT DURS

Alors arriva la crise économique de 1974/75. Les capitalistes trouvèrent que les femmes ne se comportaient pas comme une armée de réserve bien docile. Au travail, quand tout allait bien, elles étaient censées l'abandonner quand les temps devenaient durs. Pendant la grande dépression des années 30, par exemple, l'emploi des femmes avait chuté brutalement.

Mais les femmes travailleuses ne retournèrent pas volontiers au foyer en 1974 et en 1975. En fait, quand arriva la morte-saison, les femmes, comme les Noirs, se battirent contre le vieux système du «dernier embauché-premier licencié» qui leur faisait supporter une part tout à fait disproportionnée des licenciements. L'inflation qui continuait à augmenter, en même temps que le chômage, rendait de plus, indispensable pour les familles ouvrières un second salaire. Cela amena les statisticiens du gouvernement à se plaindre de ce que le pourcentage de chômeurs était gonflé artificiellement par le nombre de femmes à la recherche d'un emploi. Ce qu'ils affirmaient, c'est que toute femme est en réalité une ménagère qui prétend être un travailleur au chômage. La détermination que les femmes mirent à défendre leur emploi et leurs conditions de travail fut illustrée par la création du Regroupement des femmes syndiquées (CLUW - Coalition of Labour Union Women) en mars 1974. Plus de 3000 femmes syndicalistes, dont un cinquième de femmes noires, participèrent au congrès de fondation. Mais la taille et les potentialités de cette or-

ganisation diminuèrent ensuite, au fur et à mesure que sa direction tissait des liens plus serrés avec les bureaucrates de l'AFL-CIO, la plus importante fédération syndicale du pays.

DES ATTAQUES CROISSANTES CONTRE LE DROIT DES FEMMES

Un des aspects importants de l'attaque qui se mène actuellement contre le niveau de vie des travailleurs, c'est de convaincre les femmes qu'elles sont d'abord des ménagères et qu'elles n'exercent un emploi salarié que par épisodes, et à la limite contre leur gré. Les patrons espèrent ainsi renvoyer au foyer pas mal de femmes et, ce qui est encore plus important, convaincre les femmes qui travaillent qu'elles doivent accepter de bas salaires et une faible sécurité d'emploi. Les employeurs n'ont pas du tout apprécié que les femmes travailleuses commencent à croire à leurs droits pour l'égalité des salaires, à des possibilités de promotion professionnelle, à des conditions de travail décentes, et même à un certain respect en tant qu'êtres humains. De leur point de vue, de telles idées avaient une très mauvaise influence sur l'ensemble des travailleurs. Voici par exemple ce qui arriva dans les usines automobiles de Detroit, quand les femmes obtinrent des éleveurs pour les travaux pénibles : *«les hommes se sont opposés aux femmes jusqu'à ce qu'ils s'aperçoivent que cela les aidait bien»*, explique un représentant du syndicat automobile; *«maintenant ils disent : pourquoi est-ce que je devrais me briser les reins ? Qu'on me donne à moi aussi un éleveur !»* (New York Times du 29 novembre 1977).

La glorification du foyer et de la famille fait partie de la politique gouvernementale dans cette campagne contre les femmes. Dans un memorandum élaboré par le ministère du Travail et publié en mars 1977, il est expliqué qu'il faut mettre sur pied des programmes pour renforcer la famille nucléaire composée d'un père qui travaille et d'une mère qui reste au foyer : *«Il faut, à l'aide de stimulants appropriés, faire en sorte que les individus préfèrent cette solution. Les salaires devraient dépasser largement le montant des aides publiques de façon à encourager les gens à rester ensemble, ou à inciter les femmes seules avec des enfants à se remarier. Il est important de donner à l'homme chef de famille la possibilité de travailler.»* Les sommes



revendication sont remises en question dans le procès pour «discrimination à rebours» intenté par Allan Bakke auprès de la Cour suprême. (1).

LE ROLE DE NOW

Toutes ces remises en cause ont ému beaucoup de gens, mais elles n'ont pas encore reçu de réponse adéquate de la part des défenseurs des droits des femmes. La possibilité d'une telle riposte existe pourtant. Un très large courant de l'opinion est favorable à l'amendement sur l'égalité des droits et à la liberté de l'avortement. D'après un sondage effectué pour l'Associated Press et le journal de la NBC, la majorité de la population approuve l'affirmation suivante : «Toute femme qui souhaite se faire avorter doit pouvoir le faire.» Le droit à l'avortement est maintenant très bien accepté aux États-Unis, et pas seulement par le million de femmes qui chaque année a pu obtenir un avortement légal. Il ne sera pas facile aux gouvernants d'interdire à nouveau l'avortement, même après l'amendement Hyde.

Mais par sa stratégie, la direction de NOW accepte des compromis sur les besoins de l'ensemble des femmes et trahit ceux des femmes les plus opprimées. NOW est la plus importante et la plus influente organisation féministe des États-Unis. Les femmes rejoignent NOW en grand nombre car elles espèrent y trouver une stratégie, des forces pour se battre. En octobre et novembre 1977, NOW recruta 20 000 nouveaux membres. Au début de décembre 1977, l'organisation affirmait avoir 770 groupes locaux; chaque jour, il s'en crée 3 ou 4 nouveaux.

Ce qui a été un phénomène très important pour le mouvement des femmes tel qu'il s'est développé au début des années 70, et qui lui a donné de larges possibilités, c'est qu'il n'y avait en son sein aucune direction réformatrice établie qui puisse dévoyer les luttes de masses. Il était en cela totalement différent du mouvement noir et du mouvement ouvrier. La direction de NOW tenta de fermer la brèche. Sa stratégie, c'est la confiance dans les politiciens capitalistes : il s'agit de canaliser le mécontentement vers ce fossoyeur des mouvements de protestation qu'est le Parti démocrate.

destinées à la garde des enfants ont été très largement réduites : on nous explique que c'est dans l'intérêt des enfants qui ont absolument besoin des soins de leur mère.

Mais les idées féministes ont eu malgré tout un impact très fort sur la société américaine. La période de l'après-Seconde Guerre mondiale durant laquelle les femmes furent renvoyées au foyer grâce au mythe de «la femme» ne se répétera pas.

Le gouvernement mène campagne pour dépouiller les femmes des droits légaux et des gains économiques bien limités, qu'elles ont acquis au début des années 70. L'attaque la plus grave a été celle contre l'avortement légal. En juin 1977, l'amendement Hyde voté au Congrès l'année précédente, supprima les subventions fédérales destinées à permettre davantage

d'avortements. Il en résulta d'énormes problèmes pour les femmes pauvres et tout particulièrement pour celles des minorités opprimées. La très forte diminution des allocations de garde d'enfants a obligé les mères d'enfants en bas âge soit à rester chez elles soit à laisser leurs enfants sans garde convenable. A l'heure actuelle, il n'y a de place dans les crèches ou garderies que pour 25% seulement des six millions d'enfants de moins de six ans dont la mère travaille.

La Cour suprême des États-Unis, fer de lance des attaques contre les droits des femmes, a décidé que les travailleuses enceintes n'avaient pas droit à l'indemnité pour incapacité de travail.

On vide de tout contenu les programmes de mesures préférentielles destinées à surcompenser les inégalités. Toutes les bases légales de cette

Cela signifie être aussi polies et inoffensives que possible pour ne pas se heurter aux politiciens bourgeois et ne pas les gêner. Cela signifie que des revendications, telles que l'avortement, la plus dangereuse pour des politiciens capitalistes, doivent être abandonnées. Karen de Crow, présidente de NOW, affirmait que l'avortement n'était pas une revendication à mettre en avant pour les élections de '76. Les dirigeantes de NOW pensent que l'on peut gagner la bataille de l'amendement sur l'égalité des droits, à condition que les femmes acceptent de laisser tomber ou du moins de ne pas trop mettre en avant l'avortement. Alors que durant cinq mois, le Sénat américain et la Chambre des représentants ont ergoté sur les termes d'un texte à propos de l'avortement médical, les dirigeantes de NOW sont tombées dans le piège : elles ont soutenu la version du Sénat, parce que plus «libérale», du décret contre l'avortement !

La stratégie de NOW à propos de l'Amendement sur l'égalité des droits a consisté à organiser des femmes pour soutenir et élire des législateurs supposés être favorables à cet amendement : ces derniers ont bien souvent voté contre ! Dans la dernière période, NOW n'a pas mobilisé largement les femmes, même pas pour de simples campagnes de «pression». Seules quelques femmes «experts» voyagent à travers le pays pour persuader les dirigeants des grosses sociétés et d'autres organisations de ne pas tenir de congrès dans des États qui n'ont pas ratifié l'amendement. Elles tentent aussi de persuader le Congrès de repousser de 7 ans la date limite de ratification de l'amendement (2).

Pour l'instant, cette date limite est mars 1979 et l'amendement est bloqué depuis un an faute de la ratification de trois États.

Là où NOW a failli le plus gravement, c'est d'avoir refusé de défendre les droits des femmes les plus opprimées : Noires, Chicanas, Portoricaines et membres des autres minorités opprimées. Aucune campagne sérieuse n'a été organisée contre l'amendement Hyde, tout simplement parce qu'il ne remettait pas en cause les possibilités des femmes de la classe moyenne blanche américaine d'obtenir des avortements. (C'était tenir un raisonnement à

court terme et raciste car l'amendement Hyde est une étape avant d'en finir avec l'avortement légal lui-même).

NOW a été très équivoque sur les programmes de mesures préférentielles et n'a pas lancé de campagne contre Bakke. A Minneapolis, un des groupes de NOW a publié un rapport raciste où il est dit que les programmes en faveur des Noirs sont le principal obstacle à la promotion professionnelle des femmes. Le congrès national de NOW d'avril 1977 a refusé de dénoncer ce rapport.

NOW a été hostile aux luttes des Chicanas, des Noires et des Indiennes contre les abus de la stérilisation et tout particulièrement à la revendication de prolongation du délai entre le consentement à la stérilisation et la stérilisation elle-même. Abordant le problème du point de vue des femmes blanches privilégiées, les dirigeantes de NOW ont accordé plus de poids aux inconvénients que causerait une période d'attente de 30 jours qu'à la recherche désespérée de la part des femmes des minorités d'une protection contre les conséquences de la stérilité forcée.

Les dirigeantes de NOW veulent rendre plus avenante l'image du mouvement des femmes, non pas pour le rendre plus attirant pour des masses de femmes aux États-Unis, mais pour le rendre plus acceptable à ceux qui ont le pouvoir. Eleanor Smeal, présidente de NOW, se vante d'être une femme au foyer qui n'a jamais travaillé un seul jour de toute sa vie d'adulte pour un salaire.

«Nos adversaires, se plaint Smeal, essayent de donner l'impression que le mouvement des femmes est un amas de lesbiennes, de communistes et de carriéristes qui veulent détruire la famille américaine». A la Conférence nationale de l'année internationale des femmes, en novembre à Huston, quelques membres de NOW poussèrent cela à l'extrême en tentant de se montrer plus patriotes et plus «ardents défenseurs de la famille» que la droite.

UNE STRATEGIE ALTERNATIVE POUR NOW

NOW cependant, est davantage qu'un groupe de dirigeantes avec un programme réformiste. De très nombreuses femmes américaines espèrent

que c'est l'organisation qui va prendre la tête des luttes contre les coups qu'elles se sont vues infliger.

Des membres de NOW veulent discuter de la façon dont les femmes peuvent répondre à ces attaques, bien qu'elles rencontrent une très forte résistance à l'ouverture d'un tel débat de la part de la direction.

Pour préparer la conférence nationale de 1977, un groupe de membres de NOW fit circuler un ensemble de propositions contenues dans un document intitulé : *Défendre les droits des femmes*. Ce texte exigeait que NOW se tourne vers les femmes des nationalités opprimées. Il proposait une stratégie d'indépendance et d'action de masse pour répondre aux attaques qui touchent d'abord et surtout les femmes démunies et celles des minorités, mais qui, à terme, remettent en cause les droits de toutes les femmes. Les membres du SWP et de la YSA soutenaient ce texte et contribuèrent à sa circulation à l'intérieur de NOW. Ce texte permit l'ouverture d'un débat dans NOW et contribua à éclaircir pour beaucoup de membres les véritables positions des dirigeantes. La direction répondit en déclenchant une chasse aux sorcières contre celles qui avaient soutenu le texte et en faisant circuler une motion qui remettait en cause le droit des membres du SWP et de la YSA d'appartenir au NOW.

Le débat sur la stratégie se poursuivit après la conférence avec la publication par des membres de NOW de la *Lettre ouverte pour la défense des droits des femmes*.

LES OCCASIONS MANQUEES DE 1977

Le mouvement des femmes a largement progressé l'année passée. Celles qui soutenaient la *Lettre ouverte pour la défense des droits des femmes* menèrent campagne pour que NOW prenne la tête des luttes qui éclataient. Dans la campagne en faveur de l'Amendement pour l'égalité des droits, l'aspect le plus prometteur a été l'organisation en Virginie, par des syndicalistes, en particulier des femmes noires syndicalistes, d'une «Union syndicale pour l'égalité des droits tout de suite». (La Virginie est un des États qui n'a pas encore ratifié l'Amendement).

Cette Union appela à une manifestation qui réunit 3000 personnes. Les femmes trouveront un important soutien à leurs luttes pour l'égalité des droits dans les syndicats et les organisations qui militent pour les droits civiques, si elles consacrent davantage de forces à gagner ces alliés et moins à faire la cour aux politiciens et aux hommes d'affaires. Les rencontres de l'Année internationale des femmes qui se tinrent tout au long de 1977 (3) prouvèrent à l'évidence la propagation des idées féministes. Ces rencontres furent suivies par 130 000 femmes, dont la plupart n'avaient jamais participé à la moindre réunion sur les femmes auparavant. Elles se déclarèrent pour la liberté de l'avortement, l'Amendement sur l'égalité des droits, les droits des homosexuels, des subventions pour les garderies d'enfants, la défense des droits des travailleuses enceintes. Des motions furent votées à la rencontre de Houston du 18 au 21 novembre, mais les organisatrices de cette rencontre masquèrent complètement le fait que l'administration Carter a un programme exactement opposé à celui-là.

Le rôle de NOW aurait dû être de mobiliser les femmes pour aller à Houston : y aller pas seulement pour être plus nombreuses que la droite qui, elle avait mobilisé, mais aussi pour dénoncer la politique vis-à-vis des femmes suivie par le gouvernement qui parrainait cette rencontre.

Celles qui ont publié *La lettre ouverte pour la défense des droits des femmes* poussent NOW à se battre pour défendre et étendre les programmes de mesures préférentielles. Des millions de femmes n'en ont pas encore bénéficié comme l'atteste le fait que les travailleuses sont encore reléguées dans les métiers sous-qualifiés où les salaires sont les plus bas.

L'écart entre les salaires masculins et les salaires féminins continue de s'accroître. En 1956, les salaires féminins représentaient 63% des salaires masculins, en 1970, 59% et en 74, 57%. La seule façon de sortir de cette situation passe par des mesures préférentielles et par l'établissement de quotas obligeant les patrons à embaucher, former et promouvoir des femmes. Cela signifie mobiliser dès maintenant les femmes pour faire annuler le décret «Bakke» contre les mesures préférentielles. Les Noires, les Portoricaines, les Chicanas, doivent jouer un rôle dirigeant dans les luttes de libération des femmes. Ce sont elles qui souffrent le plus de toutes les attaques, elles qui bénéficient le plus de chaque victoire. Si NOW ne reconnaît pas et tourne le dos à ces femmes et à leurs luttes, cette organisation ne pourra jouer aucun rôle dans la libération des femmes. Plusieurs campagnes importantes du mouvement des femmes, par exemple celle menée sur les garderies, celle contre les stérilisations forcées, ont été dès le départ dirigées par les femmes des minorités opprimées.

LES REVOLUTIONNAIRES ET LE MOUVEMENT DES FEMMES

De la première réunion nationale de 1969 aux manifestations pour l'avortement et l'Amendement sur l'égalité des droits du début 78, les marxistes-révolutionnaires ont joué un grand rôle dans le mouvement féministe.

Alors que le PC tentait de défendre sa politique d'opposition à l'Amendement, que des groupes sectaires d'extrême-gauche abandonnaient le mouvement des femmes parce que «d'inspiration capitaliste», et que certaines organisations étaient déchirées par des regroupements féministes et antiféministes, le SWP a fait de la lutte des femmes pour leur libération un de ses axes prioritaires.

Les féministes respectent les trotskystes américains parce qu'ils ont toujours défendu l'autonomie du mouvement des femmes, parce qu'ils se sont toujours élevés contre toute tentative de liquidation du mouvement. Certaines de ces féministes ont rejoint le SWP et la YSA. Beaucoup de femmes qui y sont maintenant ont rencontré pour la première fois des trotskystes dans des groupes «femmes», à des réunions pour l'avortement, à des commissions



APRES LE 8 MARS : LE 20 MAI, CONTRE LA REPRESSION

Pour la première fois depuis de nombreuses années, des femmes appartenant à divers mouvements féministes d'Europe sont parvenues à coordonner leur action pour mettre sur pied un 8 mars véritablement internationaliste. Certes, il ne s'agit là que d'un premier pas. Les capacités à étendre cette coordination au-delà des frontières européennes se sont avérées limitées. Les débats ont été plus techniques que politiques. La jonction avec les femmes militant dans les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier est encore faible. Mais cet hiver, des réunions ont rassemblé, à plusieurs reprises, à Paris, des femmes venues d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche, de Belgique, d'Espagne, de France, des Pays-Bas, d'Italie et de Suisse, sans oublier la présence d'exilées d'Afrique et d'Amérique latine, ni le soutien écrit parvenu du Portugal, du Danemark et de Suède. A partir de là, les deux projets dont nous avons déjà parlé dans *Inprecor* ont pu voir le jour. (Numéro 16 du 10.11 1977).

Il s'agit d'un communiqué commun, résultat de longues discussions et d'une affiche reproduite dans le plus grand nombre de langues possibles.

Ces réunions ont également permis de poursuivre le débat à propos d'une campagne internationale contre les formes de répression spécifique que subissent les femmes emprisonnées. La date d'une journée internationale d'action a d'ores et déjà été retenue : le 20 mai prochain. Elle devrait se traduire par des piquets ou des manifestations devant les prisons là où c'est possible.

Ces initiatives seront centrées sur les thèmes de mobilisation les plus brûlants selon les pays, qu'il s'agisse de la répression touchant les militantes politiques en Amérique latine, en Afrique, en Allemagne ou en Irlande, ou de la répression touchant toutes celles qui sont emprisonnées pour des «crimes» tels que l'adultère, l'avortement ou la prostitution comme c'est le cas, en particulier, en Espagne.

«femmes» dans leurs syndicats, dans des groupes qui militent pour l'amendement sur l'égalité des droits ou dans des groupes de NOW.

Dans sa résolution *Vers un mouvement féministe de masse* adoptée en 1971, le SWP montrait la part importante du mouvement des femmes dans la révolution. Dans ce document, les trotskystes américains disaient : «*En menant la lutte pour leur libération, les femmes font ce dont on leur a toujours appris qu'elles étaient incapables : elles se battent, elles dirigent, elles élaborent, elles se mobilisent en masse pour des luttes décisives contre le système capitaliste.*»

Déclaration du POR (Combate)

Section bolivienne de la IVe Internationale

«Face à l'agressivité et à la rancœur de l'adversaire qui n'accepte pas sa défaite, il faut rester vigilant et sur ses gardes pour faire échec à toute contre-attaque.»

1. - Le Parti ouvrier révolutionnaire (Combate) - (POR), salue la victoire de la grève de la faim qui, en mobilisant les larges masses boliviennes dans l'unité a forcé la dictature à promulguer une amnistie politique et professionnelle générale et sans restrictions.

L'héroïsme des femmes de mineurs, des enfants, des étudiants et des ouvriers qui ont soutenu cette lutte est, toute proportions gardées, comparable dans sa signification à celui des femmes et des enfants de Cochabamba qui se dressèrent au XIXe siècle contre l'envahisseur Goyeneche pour défendre, déjà, leur liberté et leur droit à l'autodétermination. Face à la mobilisation des masses boliviennes, le Goyeneche des temps présents, le général Banzer, nouvel oppresseur au service des intérêts impérialistes étrangers, condamné aussi bien par l'opinion publique nationale qu'internationale,

NOTES

1) Allan Bakke est un ingénieur blanc de 37 ans qui ne put s'inscrire en faculté de médecine car 16 places avaient été réservées pour des étudiants des minorités. Il obtint de la juridiction californienne un arrêté estimant que l'Université avait exercé à son encontre une «discrimination à rebours».

2) Cet amendement a été adopté en 1972 par le Congrès. Il deviendrait caduc si les 2/3 des Etats ne l'avaient pas ratifié en mars 1979.

3) Après l'«année internationale de la femme» de 1975, une structure permanente a été mise en place, sous ce nom, qui organise des rencontres de femmes aux Etats-Unis.

bénéficier pleinement des droits démocratiques et des libertés reconquises. Dans cette voie, le POR défend les objectifs suivants :

a - réorganisation immédiate de tous les syndicats, fédérations et confédérations, par des élections démocratiques et dans un esprit d'unité regroupant tous les anciens dirigeants victimes de la répression qui n'ont pas capitulé et les nouveaux cadres formés dans la résistance.

L'organisation rapide des masses sera la meilleure garantie et la meilleure défense contre les tentatives réactionnaires d'une droite qui guette l'occasion d'une contre-attaque contre le mouvement ouvrier.

b - réintégration à leur poste de travail de tous ceux qui ont été licenciés pendant les six années passées de la dictature : les syndicats doivent traduire immédiatement dans les faits, cette mesure, sous leur contrôle direct.

c - rétrocession des locaux et des biens syndicaux; rétrocession avec indemnisation des habitations, meubles et biens domestiques qui ont été confisqués lors des perquisitions et des poursuites effectuées par les forces de l'ordre. De telles atteintes au patrimoine des travailleurs ne doivent pas rester impunies. Leurs auteurs doivent être condamnés publiquement.

d - retour organisé des exilés. A cet effet, le POR réclame des Nations-Unies qu'elles planifient, financent et garantissent le rapatriement des Boliviens. Les comités formés en exil et les organisations de défense des droits de l'homme doivent rester mobilisés en prévision d'arrestations ou d'autres mesures de répression frappant les exilés à leur retour.

3. - Outre le plein exercice des libertés et des droits démocratiques reconquis par les masses lors de la grève de la faim, il faut imposer également la récupération du pouvoir d'achat des salaires qui a connu une diminution importante depuis 1971. Les syndicats doivent mettre cette question à l'ordre du jour et présenter un cahier de revendications, commun et unifié, pour l'augmentation des salaires, amputés par l'inflation et les mesures prises par le gouvernement.

4. - Les élections prévues pour le 9 juillet doivent être abordées dans ce contexte de mobilisation et de lutte pour le plein exercice des libertés et des droits démocratiques, et pour la défense du niveau de vie des masses

mal assuré sur ses points d'appuis vermoulus au sein des forces armées et des entreprises privées, n'a eu d'autre issue que dans les concessions et le recul qu'imposait l'échec de sa politique de répression. L'ouverture mesquine à laquelle voulait se limiter la dictature a dû laisser s'engouffrer la mobilisation populaire autour de la grève de la faim qui a fait la preuve que l'on ne saurait mendier les libertés et les droits démocratiques pour les masses, qu'ils doivent être conquis par la lutte.

Qui plus est, face à l'agressivité et à la rancœur de l'adversaire qui n'accepte pas sa défaite, il faut absolument rester vigilant et sur ses gardes pour faire échec à toute contre-attaque.

2. - La victoire de la grève de la faim a ouvert une nouvelle période : elle marque un saut qualitatif des luttes politiques et sociales des masses laborieuses. Il s'agit maintenant de

laborieuses. Il ne faut pas que ces élections les dévient de leur lutte, ou ralentissent leur ardeur, ni a fortiori laissent la place à des illusions électoralistes : le bulletin de vote dans les urnes ne résoud pas par lui-même les problèmes économiques, politiques et sociaux du pays et des travailleurs. La classe ouvrière ne doit pas non plus renoncer à son indépendance de classe face à la bourgeoisie dominante et à son gouvernement.

Le POR a une approche positive des élections dans la situation actuelle : il rejette l'abstention et le boycottage, non pas qu'il ait confiance dans les élections bourgeoises, mais parce qu'il considère que la lutte victorieuse pour l'amnistie, la démocratie et les libertés doit se prolonger dans la lutte électorale afin d'unifier et de faire progresser encore le mouvement ouvrier. Mais pour le mouvement ouvrier et son avant-garde révolutionnaire, cette participation n'a de sens que si elle permet d'unir les masses, par leur mobilisation et leur renforcement dans la lutte.

C'est pour cela que le POR appelle à la tenue d'un grand congrès national des travailleurs et des masses populaires pour discuter des élections et déterminer une participation unitaire avec des listes ouvrières et populaires. Pour impulser ce processus, le POR propose aux courants politiques de gauche et aux organisations révolutionnaires la constitution d'un front unique au sein de la classe ouvrière. C'est de là que devra surgir la candidature qui s'opposera au candidat officiel et aux autres candidats bourgeois. Aucun front qui prétend parler au nom des masses et de la gauche révolutionnaire ne peut se construire sur le dos des masses ; et aucun candidat bourgeois, qu'il soit ou non compromis avec le régime actuel, n'a le droit de parler en leur nom.

Il faut inviter à un tel congrès unitaire les soldats du rang et les officiers de l'armée qui se sentent solidaires des luttes ouvrières et populaires et qui, lors des derniers conflits, se sont démarqués de la dictature de Banzer.

Ce congrès permettra par ailleurs non seulement de définir une position pour les élections, mais encore de regrouper le mouvement des ouvriers et des paysans, des universitaires et des intellectuels, des militants révolutionnaires pourchassés et dis-

persés tout au long des six années de dictature. On pourra y élaborer, devant les masses, par l'intervention de leurs délégués, un plan économique et social ouvrier, un programme de transition qui s'oppose au plan néfaste des généraux au pouvoir et des entreprises privées et qui puisse orienter les prochaines luttes révolutionnaires.

La tenue de ce congrès national des travailleurs doit marquer l'apogée de la mobilisation impulsée par la grève de la faim et faire avancer la lutte pour la libération nationale et sociale en Bolivie, ouvrant la voie au socialisme.

5. - Quant à l'organisation des élections, le POR appelle les organisations ouvrières, les partis ouvriers et de gauche à discuter ensemble les points suivants :

- comment s'assurer un maximum de garanties dans ces élections, alors que gouvernement et candidat officiel ne font qu'un.

- revendication de la modification de la composition du collège électoral pour y inclure des représentants directs des partis politiques et des organisations de masse.

- empêcher toute restriction à la libre participation des partis politiques, en rejetant notamment toute condition qui impose un quota minimum de signatures, pouvant menacer la sécurité des signataires.

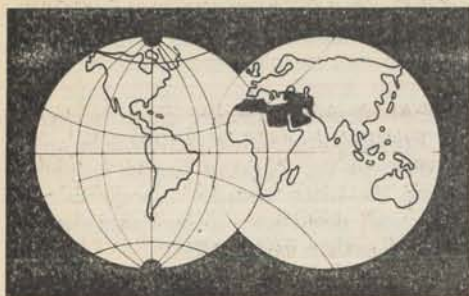
Le POR entend défendre sa légalité en tant que parti qui avait été reconnu par l'Assemblée précédente. Il réclame en outre le droit de vote dès l'âge de 18 ans.

6. - Face aux insinuations et aux attaques constantes des organismes de répression contre les formes de lutte passées qui cherchent à justifier de nouvelles mesures de répression, le POR estime nécessaire la mise au point suivante :

Les formes de la lutte de classe, la tactique et les méthodes de lutte correspondent à chaque étape historique concrète. La lutte armée telle qu'elle s'est posée dans le passé ne correspond pas à la situation actuelle de recomposition du mouvement ouvrier et de reconquête de ses droits démocratiques fondamentaux. La lutte armée est un ingrédient de la lutte pour le pouvoir politique : elle

est à l'ordre du jour lors de situations révolutionnaires, ce qui n'est pas du tout le cas actuellement en Bolivie. La lutte armée est conditionnée par la crise révolutionnaire de la société. Par conséquent, le POR affirme qu'il ne défend en aucune façon quelque forme de lutte armée que ce soit et que, par principe, il ne participe à aucune action terroriste.

POR (Combate)
La Paz, 22 janvier 1978



Le coup de force, seule solution pour la survie du régime

TUNISIE

Nabil SAID

*L'UGTT apparaît aujourd'hui comme
la seule organisation de masse capable d'organiser
des centaines de milliers de travailleurs, cadres, enseignants.*

400 morts, plus d'un millier de blessés, 1500 arrestations : tel est le bilan de la grève générale du 25 janvier en Tunisie. En retraçant ces événements, en les situant dans le contexte plus général de l'aggravation de la crise des régimes néocoloniaux dans cette région, l'article qui suit permet de saisir toute la portée de l'épreuve de forces qui vient de dresser la classe ouvrière tunisienne contre le parti au pouvoir.

Le coup de force de la clique réactionnaire au pouvoir est le résultat de quatre tendances qui dominent la réalité régionale arabe, ainsi que la réalité sociale, économique et politique en Tunisie :

- La nécessité pour l'impérialisme de juguler toute radicalisation populaire dans la région afin d'imposer définitivement sa solution pacifique au Proche-Orient, d'écraser la lutte armée en cours au Sahara occidental et de mater durablement la radicalisation ouvrière dans les trois principaux pays du Maghreb dans le but de stabiliser des directions bourgeoises à sa solde.

- L'aggravation de la crise économique en Tunisie pour laquelle plus aucune issue n'était possible dans le cadre du régime capitaliste en dehors d'une répression de la combativité ouvrière et la pression de l'impérialisme en vue d'imposer une telle répression.

- L'approfondissement de la crise du régime avec l'isolement du Parti socialiste destourien (PSD) et l'échec du pacte social.

- La dynamique de la radicalisation ouvrière et la montée de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), en tant qu'organisation de masse, encadrée par une bureaucratie syndicale à caractère de collaboration de classe (1).

LA REALITE REGIONALE

Les difficultés que rencontre l'impérialisme US dans l'application de la *Pax Americana* au Proche-Orient (intransigeance d'Israël qui ne perd rien de sa nature colonialiste et expansionniste, contradiction entre les diverses bourgeoisies arabes sur les rythmes et les modalités de cette application, ainsi que le cadre de la mise en place du mini-Etat palestinien) lui imposent une certaine redistribution des tâches avec l'impérialisme français dans le cadre du plan de « pacification » de la région arabe.

Le foyer de lutte armée au Sahara occidental, de par sa dynamique révolutionnaire, est un danger permanent pour la stabilité politique des régimes impliqués directement dans le conflit (Maroc, Algérie, Mauritanie). Afin d'écraser la lutte des masses sahraouies et d'étouffer toute possibilité de concrétisation des liens objectifs qui existent entre leur combat et les luttes des masses maghrébines contre leur régime respectif, l'impérialisme français soutient militairement les régimes mauritanien et marocain. (Cf. la tentative d'écrasement des masses sahraouies en 1977 avec l'aide militaire massive de l'impérialisme français).

Par ailleurs, l'aggravation de la crise des Etats néo-coloniaux du Maghreb, sous la conjonction des effets durables de la récession économique mondiale et de la dynamique de la radicalisation ouvrière, impose à la direction de l'impérialisme français la nécessité de stabiliser des directions bourgeoises à sa solde en essayant de mater durablement la montée du mouvement de masse. Cette nouvelle offensive se trouve être doublée d'une pression sur les régimes algérien et libyen afin de maintenir les contradictions inter-arabes dans les limites compatibles avec la stabilité du système de domination impérialiste dans la région.

En effet, la bureaucratie de l'Etat algérien apporte un soutien total à la direction petite-bourgeoise du Front Polisario. Ce soutien est dicté par les intérêts économiques et l'enjeu politique que constitue le Sahara occidental pour le régime algérien (débouché sur l'Atlantique pour l'écoulement de la production de pétrole et de gaz naturel; participation à l'exploitation des richesses minières; tutelle politique sur la direction du Polisario, pièce maîtresse dans la diplomatie algérienne). Sur le plan interne, la question du Sahara se trouve être un exutoire permettant de dévoyer les luttes de classe et de masquer la crise économique et l'échec de la politique agricole. Mais cette at-

titude ne fait qu'aiguiser les contradictions avec le pouvoir alaouite et Nouakchott et n'entre pas en résonance avec la tactique immédiate de l'impérialisme lui-même.

Sur le plan arabe, seule la Libye apporte un appui total aux positions algériennes. Dans ce cadre, il s'agit pour les deux régimes de rompre leur isolement. L'occasion leur en fut offerte par le voyage de Sadate à Jérusalem. Sous leur impulsion, le «Front de la fermeté» a été mis sur pied avec l'OLP comme cheval de bataille. Le voyage de Boumédiène à travers le Proche-Orient participe des mêmes objectifs. De son côté, le régime libyen, après l'échec de sa politique «unioniste» avec la bourgeoisie égyptienne opère un tournant vers le Maghreb arabe et trouve des appuis au sein du régime tunisien (Achour, Masmoudi) (2).

Cependant, la peur de la dynamique du mouvement de masse qui se profile derrière l'UGTT, l'incite à observer une attitude plus qu'attentiste. Ni Khaddafi, ni Boumédiène ne lèveront le petit doigt devant les massacres perpétrés le 26 janvier. Ils se contenteront, par bureaucraties syndicales interposées (UGTA pour l'Algérie et Union des travailleurs libyens), de demander la libération des syndicalistes emprisonnés (question de principe - respect mutuel entre bureaucrates !).

Le coup de force réalisé en Tunisie sous la pression de l'impérialisme, les pousse à reconsidérer leur tactique.

L'AGGRAVATION DE LA CRISE ECONOMIQUE ET LA PRESSION IMPERIALISTE

La récession économique mondiale des années 74-75, l'effondrement des cours des matières premières se combinant avec la baisse relative des investissements impérialistes dans ce secteur et le rôle acquis dans la structure productive des pays impérialistes par l'industrie d'équipement, incite les investissements impérialistes à se déplacer vers les secteurs manufacturiers des pays dominés.

A l'instar de Singapour et de Hong-Kong..., la Tunisie devient l'un des lieux privilégiés de localisation des entreprises impérialistes entièrement tournées vers l'importation et spécialisées dans les produits qui incorporent beaucoup de travail et exigent peu de qualification professionnelle, car le chômage endémique y sévit et des salaires très bas y sont pratiqués. L'industrie manufacturière devient ainsi le centre des préoccupations des «planificateurs».

Dans le débat sur le «nouvel ordre économique» entre pays impérialistes et certaines bourgeoisies des pays dominés (notamment celles de l'OPEP, comprenant un bon nombre de bourgeoisies arabes), la Tunisie se trouve être marginalisée. Pays non exportateur de pétrole, avec sa production de quatre millions de tonnes par an, elle est obligée d'en importer un million de tonnes; avec les faibles ressources de son sous-sol (épuisement du minerai de fer) et mis à part le phosphate, qui subit l'effondrement du cours des matières premières, elle ne peut prétendre à une quelconque autonomie dans le cadre limité imposé par la conjoncture internationale, ni même poser des revendications que certaines bourgeoisies arabes et celles de l'OPEP mettent en avant. A ces traits saillants de la faiblesse structurelle de l'économie viennent s'ajouter des facteurs conjoncturels aggravant encore sa crise. La fermeture du marché européen à l'huile d'olive, l'un des principaux produits d'exportation, ainsi qu'aux produits textiles, fait subir à la politique économique du gouvernement du Premier ministre Nouria un échec flagrant. On peut mesurer aisément l'ampleur d'une telle crise si l'on tient compte du fait que toute la politique des années 70 est tournée essentiellement vers la CEE et basée sur l'exportation des produits agricoles et miniers et sur l'industrie de sous-traitance et le tourisme.

Les mesures draconiennes prises par la CEE envers les produits textiles maghrébins visaient en premier lieu à limiter les dégâts pour l'un des parents pauvres de la Communauté : l'Italie. Le capitalisme italien, en butte à une crise sociale et politique grave ressentant le plus les conséquences de la récession économique de 1974-1975, ne peut se payer le luxe de perdre l'hégémonie de la commercialisation sur le marché international de l'huile d'olive (il est le premier producteur mondial) ni d'être inquiété dans un de ses secteurs d'activité (le textile) par des produits concurrentiels venant du Maghreb.

Par ailleurs, la probabilité, à court terme, de l'entrée de la Grèce et du Portugal dans le Marché commun, coupe court aux prétentions du régime tunisien de se voir offrir un strapontin sur le marché européen afin d'écouler ses produits d'exportation. L'aveu de Nouria devant l'Assemblée nationale en décembre 1977 tient lieu de constat de paralysie pour une bonne partie de l'économie du pays : «La crise est grave, disait-il, elle risque de se prolonger encore plusieurs années» !

Dans ce cadre, le régime tunisien ne peut qu'en accuser les contre-coups.

La crise permanente de la balance des paiements depuis 1956 s'est accentuée. De l'aveu des promoteurs du Ve Plan (77-81), elle accusera un déficit croissant au cours du quinquennat, impliquant un appel de plus en plus pressant aux capitaux extérieurs. Le déficit courant passerait de 130 à 275 millions de dinars en 1981 et le déficit commercial à 400 millions de dinars (3). Le taux d'endettement quant à lui, serait supérieur à celui de la période du IVe Plan (30% du PIB en 1976, contre 45% en 1981).

Pour pallier une situation aussi catastrophique et afin de continuer à exister comme marché pour les pays impérialistes, l'appel à une aide financière publique internationale devient une nécessité absolue. C'est ainsi qu'au cours de la crise de septembre 1977, la bourgeoisie tunisienne lança un emprunt sur le marché international équivalant à 100 millions de dollars. A court de devises, elle décide du retrait de la moitié du quota dont elle dispose au FMI (Fonds monétaire international).

Les investisseurs étrangers commencent à être pris de panique devant l'aggravation de la crise sociale à laquelle le pouvoir ne pourrait résister. Les industries manufacturières exportatrices que le gouvernement pousse à développer pour rembourser une part de ses dettes, sont touchées de plein fouet par la crise. Les mauvaises gestions auxquelles s'ajoute l'impossibilité de l'écoulement sur le marché européen se sont traduites par des faillites totales de certaines entreprises.

De leur côté, les luttes presque interrompues des travailleurs pendant toute l'année 1977 - contre la vie chère et la dégradation de leur niveau de vie - ont durement secoué les industries de sous-traitance. Bon nombre d'investisseurs européens décident la fermeture de leurs entreprises, réduisant des milliers d'ouvriers au chômage. Le paradis fiscal risque de devenir une chimère. C'est là que la pression impérialiste s'est faite le plus sentir. Les protocoles d'accord signés avec l'impérialisme français depuis le 21 juillet 1977 ne seront ratifiés par l'Assemblée nationale qu'une fois le coup de force réussi. Ces protocoles portent sur des facilités de crédit dont le montant est de 80 millions de francs français : financement d'équipements industriels destinés aux petites et moyennes entreprises; petits équipements;

marchandises et matières premières d'origine française; prestations de services... Les délais de remboursement seraient de quatre à dix mois seulement.

Pour sa part, l'impérialisme n'hésita pas à octroyer 35 millions de dollars, 24 heures après les massacres du 26 janvier. Ce prêt est alloué à la Banque de développement économique aux destinées de laquelle préside Bourguiba junior.

Cependant, cette pression impérialiste, si elle a nettement encouragé le coup de force, ne s'est pas encore traduite par des apports massifs de capitaux. Pour le moment, ces prêts ne peuvent être considérés que comme un encouragement au maintien de l'équipe actuelle au pouvoir. Ils ne peuvent en rien lui garantir une quelconque stabilité.

LA CRISE DU REGIME L'ISOLEMENT DU PSD ET L'ECHEC DU PACTE SOCIAL

En effet, cette crise économique se combine avec une crise politique et sociale sans précédent.

Crise des institutions d'abord où la première à être mise en cause par des luttes de masse est l'école néo-coloniale.

Malgré la décapitation du mouvement ouvrier par une répression atroce, l'opposition de larges franges de la jeunesse scolarisée se maintenait et remettait en cause le contenu de l'enseignement néo-colonial et la fonction de l'école. Dans sa politique de rentabilisation de l'école pour les besoins de l'économie, le pouvoir, dans le cadre de son Ve Plan, met en place un système de planification du chômage et du sous-emploi. La sélection à outrance, des dizaines de jeunes chômeurs qui arrivent chaque année sur le marché de l'emploi, poussent une bonne partie de la jeunesse à marquer une défiance vis-à-vis du régime. L'aiguïsment des contradictions sociales avec la remontée du mouvement de lutte des travailleurs pose objectivement les termes du rapprochement avec le mouvement lycéen et étudiant sur des bases nouvelles, anticapitalistes. La lutte contre le chômage et la rentabilisation de l'école pose le problème des liens entre ces deux mouvements. Malgré les derniers sursauts du Parti, pour renouveler et multiplier les structures des Jeunesses destouriennes, des Jeunesses scolaires, etc., la coupure avec cette frange est définitive.

- Crise de la magistrature aussi, révélée par les luttes des jeunes magistrats (mai 1976, automne 1977). Malgré son ambiguïté, cette lutte contre la sclérose et l'arbitraire du corps judiciaire enclenche une dynamique de remise en cause de la justice de classe.

Les fissures au sein de l'appareil d'Etat s'élargissent pour toucher l'instrument de domination de la bourgeoisie : le PSD. Lézardé par des luttes de classe intenses, mis en cause par une opposition bourgeoise qui revendique le pluripartisme et la défense des libertés démocratiques, le Parti s'isole en se sclérosant. Il ne peut plus répondre, ni en termes politiques ni organisationnels, aux nouvelles exigences qui se développent.

Son isolement est d'autant plus marqué que l'apparition d'une force organisée, échappant de plus en plus à son contrôle, était devenue évidente. L'UGTT apparaît aujourd'hui comme la seule organisation de masse capable d'organiser des centaines de milliers de travailleurs, cadres, enseignants. Le pouvoir misait alors sur la force d'encadrement d'une bureaucratie syndicale pratiquant la collaboration de classe. En lui faisant signer le pacte social, il espérait contrôler le mouvement de masse. Mais la paix sociale ne s'est pas établie. Mieux encore, la première année du quinquennat a vu se développer des luttes d'une ampleur inégalée, faisant subir à la politique économique et sociale du régime de sérieux revers.

LA RADICALISATION OUVRIERE ET LA MONTEE DE L'UGTT

L'échec de la politique sociale du gouvernement était d'autant plus facile à prévoir que les luttes de masse qui ont marqué les mois précédant la signature, en janvier 1977, du pacte social ont été des plus radicales. Mai 1976 devait marquer un tournant dans la radicalisation ouvrière et ouvrit une période de luttes quasi ininterrompues, touchant tous les secteurs d'activité malgré la puissance d'encadrement de la bureaucratie syndicale qui réussit dans la majorité des cas à limiter l'impact du mouvement. Et ce sont ces luttes qui imprimèrent à la crise de l'automne un caractère profond (4).

Jusqu'au mois de septembre 1977, la direction syndicale a su canaliser le mécontentement en brisant un bon nombre de grèves malgré des débordements plus massifs qui se pro-

duisaient ça et là. Coincée entre les exigences de défendre ses positions au sein de l'appareil d'Etat et un mouvement de masse de plus en plus menaçant, elle est obligée d'encadrer, de chevaucher souvent et dans nombre de cas, de prendre l'initiative de l'action afin de ne pas perdre le contrôle du mouvement. Tel fut le cas lors des grèves de l'Office des terres domaniales, et de celles des cheminots et des mineurs, pour ne citer que les plus importantes et les plus et les plus récentes.

Ainsi, à chaque poussée du mouvement de la classe, elle montre clairement sa vraie nature : celle d'un instrument du pouvoir au sein de la classe ouvrière; un moyen entre les mains de la bourgeoisie pour empêcher la classe ouvrière de s'organiser sur des bases de classe.

En condamnant les luttes des travailleurs comme étant illégales (seules les grèves approuvées par l'UGTT sont légales), elle prenait position du côté du pouvoir. En dénonçant les «meneurs», elle veut briser net la combativité ouvrière et isoler les travailleurs avancés du reste de la classe. En criant au chaos chaque fois qu'elle est débordée par des actions de masse, elle défend l'ordre bourgeois existant. En signant le pacte social, elle veut lier définitivement les mains des travailleurs. En participant aux structures paritaires consultatives aux côtés des syndicats patronaux et du Parti afin d'«arbitrer» en cas de grève ou de lock-out, elle participe à la répression contre les travailleurs radicalisés.

Cependant, la crise ouverte de l'automne dernier, en la mettant aux prises avec le PSD, l'obligea à changer de tactique. Une contre-alliance se forma autour de l'axe Belkhodja-Achour-Masmoudi afin d'éliminer Nour-Sayah. Cette offensive était menée sur deux axes fondamentaux :

- «démocratisation» progressive des institutions politiques;

- rapprochement avec la Libye. Là encore, c'est en s'appuyant sur le mouvement de masse comme force d'appoint qu'elle réussit à marquer des points en consolidant ses positions au sein de l'appareil d'Etat.

La deuxième opération menée par la bureaucratie syndicale sur le thème du soutien à Achour prit le caractère d'une démonstration de force. L'UGTT apparaissait comme la seule organisation de masse du pays capable de mobiliser des centaines de milliers de travailleurs, acculant le PSD à la défensive.

Pour la première fois, le Néo-Des-tour était directement remis en cause à travers des pétitions et déclarations émanant de sections et fédérations syndicales dont certaines demandaient une rupture totale des liens et exigeaient l'indépendance de leur organisation. Élément caractéristique de cette période : depuis septembre, toutes les luttes sont devenues légales pour la direction syndicale malgré les dangers que recelait la dynamique de la combativité ouvrière qui menaçait sa stabilité même en tant que bureaucratie.

Se servant de cette couverture légale que constitue pour eux l'UGTT, les travailleurs se lançaient dans la lutte défiant l'ordre bourgeois dans la rue, violant la légalité bourgeoise dans les entreprises. A la veille des grèves tournantes, l'assemblée générale qui s'est tenue au siège de l'UGTT à Tunis a regroupé plus d'un millier de travailleurs qui exigeaient une grève générale de 24 heures. Mais la direction syndicale réussit à parcelliser le mouvement en lançant un appel à des grèves sectorielles de deux heures ! Au cours de ces grèves, certains secteurs les plus avancés ont réussi à défier la bureaucratie syndicale en mettant en avant leurs propres revendications sans aucune mention de soutien à Achour.

Telle fut la grève générale de 24 heures lancée par les mineurs. Celle de la Fédération Pétrochimie (considérée comme une des plus combattives de l'UGTT), revêtait le même caractère. Dans le même cadre, les manifestations de Sousse, Sfax, Béja, Mateur, dépassaient largement le cadre imposé par la direction syndicale. Cette dernière lança un appel à des mouvements pacifiques. Des milliers de travailleurs, jeunes chômeurs, lycéens, descendaient dans la rue pour prendre d'assaut les sièges des délégations et des commissariats et s'affrontaient aux forces de répression.

Devant le caractère offensif prononcé que revêtaient les mobilisations, comme ce fut le cas lors de la première crise de septembre, la bureaucratie syndicale a reculé et signé le 2ème compromis avec le PSD au nom de l'unité nationale, compromis assorti de vagues promesses de lutte contre l'inflation et les licenciements. Cependant, ce nouveau compromis n'était que de courte durée.

Le limogeage de Belkhodja (ex-ministre de l'Intérieur) lui enlevait un appui précieux au sein de l'appareil d'Etat. Le gouvernement brisait ainsi l'axe Belkhodja-Achour-Masmoudi en isolant la bureaucratie syndicale sur le champ politique.

Forte de l'appui d'un formidable mouvement de masse et du soutien de la CISL, la bureaucratie syndicale engageait l'épreuve de force avec le pouvoir. Devant l'intransigeance du gouvernement et les attaques répétées perpétrées par les hommes de main du Parti contre les locaux de l'UGTT et les agressions physiques lors de réunions de syndicalistes, les travailleurs, en guise de réponse, poussaient la direction de l'UGTT à lancer un appel à la grève générale.

Le Conseil national qui s'est tenu du 8 au 10 janvier marquait cette poussée du mouvement de masse accusant la direction syndicale à relever le défi d'un affrontement avec le pouvoir.

A l'encontre du congrès de mars où la majorité était composée de bureaucrates acquis à la direction, le Conseil national reflétait à la fois les contradictions au sein de l'appareil syndical et la forte poussée anti-bureaucratique telle qu'elle s'est dégagée lors des luttes des six derniers mois. Le renouvellement des structures syndicales de base avec l'émergence de jeunes cadres syndicaux plus proches des préoccupations des travailleurs et moins sensibles aux pressions bureaucratiques, n'est que le reflet direct de cette radicalisation à large composante de masse.

La présence d'Achour au Bureau politique du PSD était le symbole de l'unité nationale. Sa démission de ses responsabilités au sein du Parti, même si elle ne signifiait pas une rupture du cordon ombilical, était comprise comme telle par les travailleurs qui commençaient à revendiquer dans les faits l'indépendance de leur organisation vis-à-vis du pouvoir. Les motions générale et syndicale qui émanaient de ce Conseil étaient la cible de farouches attaques de la part du pouvoir qui était saisi d'effroi devant la dynamique qui s'en dégageait.

Cependant, ces deux motions élaborées en commissions puis édulcorées par la direction afin d'en diminuer la vigueur, traduisaient l'ambiguïté qui régnait au sein du Conseil national et au-delà, l'absence d'une réponse ouvrière globale et cohérente. Ces motions, malgré le langage nouveau dont elles sont porteuses, ne visaient nullement la base du régime et ne contenaient pas non plus de propositions alternatives claires pour les travailleurs, pouvant les servir dans leurs luttes à venir.

La motion générale soulignait le refus du Conseil national d'une action gouvernementale qui soutient la classe capitaliste (dont les intérêts

sont liés au capital étranger) aux dépens de l'intérêt national. Mais elle ajoutait qu'il n'était pas opposé au capital national privé et préconisait la lutte contre la spéculation et la mauvaise gestion des entreprises. On sent cependant, là encore, le poids d'une ligne de collaboration de classe.

La motion syndicale quant à elle, est un peu trop générale malgré la série de revendications avancées sur les salaires ou touchant au reclassement des diverses catégories de travailleurs. Ces revendications ne sont pas monnayées par des propositions d'actions concrètes unifiant les différents secteurs afin de les faire aboutir et de faire avancer le niveau de conscience des travailleurs.

LE COUP DE FORCE DU 25 JANVIER

La fraction pro-gouvernementale, Nouira-Sayah-Farhat manœuvra habilement pendant plus de 3 mois pour faire aboutir le coup de force. Les tentatives répétées afin de s'approprier la direction de la centrale syndicale ayant échoué (expulsion de la fraction Dachraoui, du nom de l'homme de main du PSD qui a été démis de ses fonctions syndicales en 74, puis des hommes de Sayah du Bureau exécutif, échec des cellules d'entreprise du Parti), une seule solution s'imposait au PSD : la manière forte.

L'isolement du Parti et l'échec du pacte social d'une part, la dynamique de la combativité ouvrière de l'autre, poussèrent Sayah et Farhat à opter pour une telle solution.

Le premier volet de cette préparation minutieuse consistait à obtenir l'appui direct de l'impérialisme : en pleine crise de septembre, Beuckler, Secrétaire d'Etat à la Défense du gouvernement français, rend visite à Farhat. Après le remaniement ministériel de décembre, l'envoyé spécial de l'Elysée, J.P. Lecat invite Nouira à Paris pour une visite «privée» chez Giscard. Quelques jours plus tard, c'est le général Méry qui descend à Tunis. Cette «coopération» militaire s'est déjà développée depuis deux années. En plus de l'aide matérielle, un accord fut signé pendant l'été 77 portant sur l'envoi de 600 techniciens et cadres militaires dont l'arrivée est attendue pour le printemps 78. *Er-Ray*, hebdomadaire des démocrates socialistes de Mesteri dont la parution vient d'être autorisée, dans son édition du 9 janvier 1977, devait

révéler le contenu d'autres accords à venir portant sur l'achat par le gouvernement tunisien d'hélicoptères et de blindés, de chars AMX et de missiles sol-sol.

De son côté, A. Farhat, dès son arrivée à la tête du ministère de la Défense, commençait une opération de nettoyage de l'armée visant certains cadres soupçonnés de nationalisme. Certains d'entre eux seront mis à la réserve anticipée, d'autres envoyés comme conseillers militaires dans diverses ambassades.

Par ailleurs, en limogeant Belkhodja et en plaçant un colonel de la Sécurité militaire (Ben Ali) comme directeur de la Sûreté, la fraction Nouira réunit entre ses mains tout l'arsenal répressif dont elle peut disposer pour un coup de force victorieux.

Le 2ème volet de cette préparation était d'user de tactique vis-à-vis de l'opposition bourgeoise qui galvanisait le mécontentement de certaines couches sociales sous la bannière de la défense des libertés démocratiques. En faisant s'entrouvrir la porte de la pseudo-démocratie (Ligue des droits de l'homme en Tunisie, publication de *Er-Ray*, attaques répétées d'*Ech-Chaab* (5) contre le PSD), la fraction au pouvoir créait des illusions quant à la capacité du régime d'opter pour l'ouverture d'une période «démocratique» en pleine poussée du mouvement de masse.

LA BUREAUCRATIE SYNDICALE DANS LE GUET-APENS

Parce qu'elle a cru en ses capacités d'encadrer un mouvement de masse en plein essor et d'utiliser son appui pour contrer l'intransigeance du gouvernement, parce qu'elle jugeait que l'appui de la CISL, des syndicats arabes et du gouvernement libyen lui étaient inconditionnels et suffisants pour faire plier le gouvernement, la bureaucratie syndicale prit les devants pour relever le défi d'une épreuve de force que le gouvernement engageait afin d'enrayer la dynamique de la combativité ouvrière. La bureaucratie syndicale faisait là un mauvais calcul en minimisant l'ampleur de la réaction du pouvoir et l'efficacité de la pression impérialiste.

La grève lancée par la Fédération de l'Agriculture devait servir d'avant-première à l'affrontement décisif. Pendant deux jours, les travailleurs

de l'Agriculture, armés de pieux et de gros bâtons durent faire face aux bombes lacrymogènes des Brigades d'ordre public (BOP) qui quadrillaient le secteur du siège de l'UGTT et les rues avoisinantes. Dès le premier jour de la grève (23 janvier), la bureaucratie syndicale, poussée par le mouvement des luttes, accusée par le pouvoir qui jouait le pourrissement, lançait déjà son appel à une grève générale de 24 heures.

Le matin du jeudi 25, le mouvement de grève était quasi majoritaire dans le pays. Le local de l'UGTT à Tunis était déjà encerclé depuis la veille. La Place Mohammed Ali où il est situé devenait un symbole pour les travailleurs. Il s'agissait pour eux de libérer le siège de leur organisation. C'est là que les premiers heurts se sont produits. Dans d'autres coins de la capitale et ailleurs, dans d'autres centres urbains (Sousse, Sfax...) des groupes de manifestants se formaient. A 9 h 30, les premières provocations commençaient. Les milices du Parti, infiltrées dans les rangs des manifestants, initièrent les premières attaques contre les magasins et certaines banques. Les premiers affrontements s'ensuivirent. Vers 10 h, l'armée occupait déjà les points stratégiques de la capitale (Radio-télévision, quartier des ministères, central des PTT, aérodrome...). Blindés, tanks, hélicoptères étaient déjà là depuis 4 h du matin arrivant de la base de Bizerte.

Les quartiers populaires étaient quadrillés par les paras. Les premiers morts par balles tombaient déjà à 10 h dans le quartier de Mellassine.

Les quartiers de Bab-El-Khardra, Bab Souika, Bab-Jedid, la Place Mohammed Ali, devenaient les lieux des affrontements les plus violents. Les manifestants renversaient voitures et camions et commençaient à dresser des barricades. Des commissariats ont été attaqués pour prendre des armes. Aux premières heures de l'après-midi, 30 cadavres de soldats furent triés à l'hôpital militaire. Du côté des manifestants, plus d'une centaine déjà.

Contrairement à ce qui s'était passé à Tunis où c'est surtout le lumpen prolétariat des bidonvilles et des quartiers populaires qui faisait l'objet des massacres, dans la banlieue industrielle du sud de Tunis, ce sont plutôt des travailleurs mieux organisés, avec un certain sens de la discipline et un minimum d'expériences acquises dans les luttes passées qui arrivèrent à chasser les BOP et à tenir tête à 2 reprises à l'armée venue à la rescousse. A Ben Arous et Bir-El-

Kassaa, banlieues ouvrières du sud de Tunis, surtout, les manifestants prirent d'assaut les mairies et les commissariats, arrachèrent des armes aux flics et tentèrent de repousser les attaques. Le même type d'affrontements s'est produit à Sousse, Sbeitla, Sfax, Gafsa, Gabès. Les militaires tiraient à bout portant, souvent sur de jeunes manifestants complètement désarmés. A Tunis, plusieurs dizaines de jeunes de 13 à 20 ans ont été froidement massacrés.

Il s'agissait pour le pouvoir de mener une opération rapide afin d'imposer dès le premier jour l'état d'urgence dans le pays. Ce qui fut réalisé le soir même à la suite d'un décret signé par Bourguiba.

A 20 h, à l'annonce du couvre-feu, dans la capitale, le bilan est effroyable : 430 morts pour cette première journée, dont 300 à Tunis (50 pour le seul quartier de Mellassine), 29 à Gabès, presque autant à Sbeitla, Sousse, Sfax. Plus d'un millier de blessés; 1 500 arrestations (150 à Sousse, dont bon nombre de femmes).

Dans les jours qui suivirent, une répression insidieuse et sélective s'effectuait. Il y eut de nombreuses arrestations arbitraires opérées quelques jours avant le coup de force, des dizaines d'autres seront effectuées à domicile pendant le couvre-feu, touchant les travailleurs d'avant-garde, des délégués syndicaux ainsi que des militants d'extrême-gauche et du PC. Des aveux seront arrachés (sous la menace de la torture) à des cadres syndicaux qui devaient signer des déclarations fustigeant la direction syndicale «déviationniste», les «cas-seurs» et les «trublions» et soutenant le PSD.

Mais malgré ce massacre et la répression sélective, le pouvoir n'osa pas engager une attaque frontale contre les travailleurs. La classe ouvrière n'est pas écrasée, son potentiel de lutte est encore intact. Témoin ce type de résistance passive que bon nombre de travailleurs ont observé depuis. Des dizaines de délégués syndicaux (délégués d'ateliers, responsables de syndicat de base, etc.) refusent de donner leur démission comme de signer les pétitions. Certains d'entre eux seront arrachés à leur travail pour être jetés en prison.

Cependant, un autre type de résistance, plus active, commence à prendre forme. Des contacts clandestins commencent à se nouer entre diverses sections syndicales afin de définir le mode d'action adéquat pour contrer l'offensive du pouvoir.

Ce dernier, après avoir fait arrêter la majorité du Bureau exécutif de l'UGTT, a réuni les syndicalistes destouriens pour mettre sur pied un plan de construction d'un syndicat vertical sous l'emprise totale du PSD. La moitié des hauts cadres des fédérations a fait une volte-face de dernière minute et a rejoint le premier lot en prison. Un congrès extraordinaire pour le lancement d'une UGTT fantoche est prévu pour le 25 février. Mais devant la méfiance de larges secteurs de la classe, un dilemme se pose aujourd'hui au PSD : comment mettre sur pied des structures syndicales sans l'adhésion d'une

base de masse. Pour le moment, la tactique choisie est la formation par en haut d'une direction complètement dévouée avec l'appui des cellules d'entreprises du Parti et de certaines franges arriérées du prolétariat.

Il est peu probable que la classe ouvrière enhardie par les combats qu'elle a menés pendant de longs mois, se laisse entraîner dans ce genre de manœuvres. Une chose est de paralyser momentanément le mouvement de la classe, une autre est de la mater durablement. Malgré la pression de l'impérialisme, le pouvoir n'a pas les moyens de mener frontalement cette bataille.

- Non à l'état d'urgence,
- Non à la répression - Libération immédiate des prisonniers politiques et syndicaux,
- Pour une amnistie générale,
- Boycottage du Congrès du syndicat fantoche.

NOTES

- 1) L'UGTT est devenue syndicat unique depuis la dissolution de l'USTT, à direction communiste, au lendemain de l'Indépendance. Elle revendique 500 000 membres, contre 100 000 seulement en 1970.
- 2) Achour, secrétaire général de l'UGTT; Masmoudi, ancien ministre des Affaires étrangères limogé après la tentative d'union entre la Tunisie et la Libye. Aujourd'hui «homme d'affaires» balançant entre la Libye et l'Arabie saoudite.
- 3) Un dinar : 12 FF.
- 4) Sur le «pacte social» tunisien, voir «Révolution socialiste arabe» - (Librairie La Brèche, 10 Impasse Guéménée, 75004, Paris).
- 5) «Le Peuple», organe de l'UGTT.

Pour une démocratie socialiste

POLOGNE

Document

Déclaration d'un groupe de communistes

«La lutte pour l'abolition du système bureaucratique, c'est la lutte pour la démocratie socialiste». *Un groupe d'opposants au régime analyse la Pologne de Gierek. Au contraire de ce dernier, ils sont communistes.*

Le texte qui suit circule aujourd'hui clandestinement en Pologne; son authenticité est établie. Ses auteurs se définissent eux-mêmes comme des communistes, ce qui est déjà hautement significatif dans les pays de l'Est, où la bureaucratie essaye depuis des dizaines d'années d'usurper ce titre.

Depuis la célèbre lettre ouverte de Kuron et Modzelewski de 1965, ceci est un des premiers documents oppositionnels, issus de l'intérieur de la Pologne, qui se situe explicitement dans une perspective marxiste et qui développe une critique de la bureaucratie du point de vue de la classe ouvrière.

Bien entendu, sur certaines questions nous pouvons avoir des divergences avec les analyses esquissées dans ce texte : par exemple, la définition de la bureaucratie comme classe dominante et la caractérisation des moyens de production dans les pays de l'Est comme un « capital d'Etat ». Mais cela n'enlève rien à l'importance de ce document comme expression d'un courant marxiste authentique, qui se distingue clairement de la dissidence réactionnaire ou libérale, et qui aspire à une démocratie socialiste aux antipodes de la caricature bureaucratique qui règne en Pologne et en Europe de l'Est.

1

La révolution socialiste, c'est ce qu'on nous répète, a déjà eu lieu.

Les antagonismes de classe ont disparu; la lutte de classe a été remplacée par une collaboration solidaire de la Nation tout entière et les rapports sociaux existants permettent, pour la première fois dans l'histoire, un développement sans entraves des forces productives.

Or, dans cette perspective, les révoltes ouvrières à caractère de masse, qui ont eu lieu à plusieurs reprises dans notre pays ces dernières années, sont absolument incompréhensibles. Contre qui peuvent bien se révolter les masses laborieuses si le parti ouvrier (Parti ouvrier unifié de Pologne - POUP - est le nom du PC polonais) et l'Etat populaire représentent leurs intérêts ? S'il y a donc eu des manifestations ouvrières, évidemment pour le pouvoir elles ne peuvent être, par définition, que des manifestations anti-ouvrières et leurs protagonistes, des aventuriers qui doivent être durement réprimés...

En réalité, ces grèves démontrent que si les ouvriers veulent une amélioration de leurs conditions d'existence ou plutôt s'ils se défendent contre une aggravation de leurs conditions de vie, ils sont *obligés* de s'opposer au pouvoir. Et en plus, ce sont justement leurs manifestations, comme ce fut démontré au début des années 70, qui ont créé la possibilité d'un développement accéléré des forces productives et d'une industrialisation plus rapide - malgré le fait que les ouvriers ne l'ont pas revendiqué directement. *Par leur lutte, les ouvriers ont prouvé que l'appareil bureaucratique du parti et de l'Etat est un obstacle fondamental sur le chemin d'un progrès social ultérieur et que les rapports sociaux actuels doivent être radicalement transformés.*

Jusqu'à maintenant, la bureaucratie a réussi à convaincre les ouvriers que le développement de l'économie exige une discipline et une soumission totale à une direction « professionnelle ». Le mot d'ordre de « construisons une deuxième Pologne » (avancé après décembre 1970) a permis à la bureaucratie de désarmer les ouvriers. On a exclu d'avance

toute possibilité pour les comités de grève de se transformer en commissions ouvrières permanentes, chargées de surveiller la réalisation des engagements pris par la bureaucratie, et capables eux-mêmes d'aider à cette réalisation.

Il s'est avéré que le mot d'ordre « construisons une nouvelle Pologne » a été avancé justement pour empêcher de construire une autre Pologne, dans laquelle les masses de travailleurs pourraient gérer la production et décider de l'ensemble de la vie sociale.

A partir de décembre 1970 s'est intensifiée la conscience que la contradiction sociale, dont les grèves sont une expression évidente, n'est pas un conflit isolé, un « écart temporaire entre le parti et les masses » - elle constitue, au contraire, l'essence du système de production qui s'est formé en Pologne et dans d'autres pays dits « socialistes ».

«Le système actuel exclut tout ce qui constitue l'essence même du socialisme»

2

Le but de la production chez nous est censé être « une amélioration systématique du niveau de vie des travailleurs, la création de conditions d'épanouissement de l'individu et le renforcement des liens sociaux de type socialiste » (E.Gierek, VI Congrès du POUP, 1971). Il n'est pas difficile cependant de constater que, comme l'explique Gierek lui-même, cette définition n'est nullement une conclusion découlant d'une analyse du fonctionnement de notre système de production, mais un instrument de couverture idéologique et de contrôle du système. *«Notre parti, continue Gierek, voit la raison principale du renforcement de son lien avec la société dans une telle définition des buts et des forces motrices du futur développement du socialisme».*

Le caractère d'un système de production n'est pas déterminé par les déclarations d'intention de ses dirigeants, mais par la manière de diriger la production dans les faits.

Chez nous, l'ensemble du processus social de production est dirigé par un appareil de parti et d'Etat, hautement centralisé et séparé du reste de la société. Il est extérieur à la production et se trouve au-dessus de la société, dans le sens que l'ensemble de la gestion et du pouvoir est concentré entre les mains d'une caste de dirigeants « professionnels » de la vie sociale (la bureaucratie elle-même considère le fait d'avoir un pouvoir comme fondement d'une position sociale à part: voir à ce propos le décret de décembre 1972 sur un système spécial de retraites destiné aux personnes qui ont des fonctions dirigeantes dans l'appareil du parti et de l'Etat, et pour les membres de leurs familles).

Pour cette couche dirigeante, l'appareil n'est pas seulement un instrument de pouvoir, il n'est pas seulement un *moyen* mais le *centre* même de son unité interne. Il est son corps et son âme. C'est pourquoi il n'admet comme but de la production que ce qui ne contredit pas mais au contraire conserve l'appareil du pouvoir séparé de la société.

Le système de production actuel exclut donc d'avance - et ceci peut être considéré comme un des piliers du fonctionnement du régime - une véritable socialisation du pouvoir, c'est-à-dire l'abolition d'un appareil d'Etat séparé de la société; le système actuel exclut donc tout ce qui constitue l'essence même du socialisme.

3

L'existence d'un appareil d'Etat séparé a toujours été un signe visible de la lutte des classes dans une société. La contradiction entre l'oligarchie bureaucratique et la classe ouvrière est la dernière expression historique de la lutte de classes.

Aux sources de cette contradiction se trouve le type d'Etat qui s'est développé à la suite de la Révolution d'Octobre. Déjà Lénine s'était aperçu du danger de dégénérescence des institutions soviétiques et il avait indiqué que «la bureaucratie qui renaît dans les institutions soviétique ne peut pas ne pas avoir une influence néfaste sur les instances du parti car les sommets du parti sont aussi les sommets de l'appareil

d'Etat soviétique.» (*Œuvres*, vol. 31, p. 429, ed. polonaise). Si au début, cette dégénérescence est apparue uniquement comme une tendance parmi d'autres (Lénine disait : «Notre Etat est ouvrier, avec des déviations bureaucratiques» - *Œuvres*, vol. 32, p. 7), bientôt cette tendance est devenue dominante et l'histoire de ce qu'on appelle le «système socialiste mondial» est en vérité l'histoire de la transformation de la bureaucratie en classe dominante.

C'est la première classe dans l'histoire qui est structurée intérieurement : l'élément qui sert à l'intégrer et qui crée son unité morale et politique est le parti. Ceci ne veut évidemment pas dire que l'appareil du parti ne peut pas devenir un terrain de luttes et de rivalités de divers groupes et fractions. Mais ces rivalités ont presque toujours comme cause fondamentale le souci de sauvegarde, non pas des individus isolés, mais de la couche dirigeante en tant que telle. Même si l'on élimine et condamne des dirigeants qu'on a vénérés hier, c'est seulement dans le but de sauver l'appareil du pouvoir bureaucratique, que leur politique a menacé. «Nous sommes ce parti qui demeure même si les hommes partent; car les hommes s'en vont mais le parti reste, les hommes se trompent, se désespèrent, mais le parti vaincra toujours.» (VIII^e Plenum du POUP, 1956).

Cette fonction politique du parti n'est nullement en contradiction avec le fait que la majorité (60%) des membres du parti sont des ouvriers. Ils servent comme paravent, car sans eux le parti se démasquerait immédiatement comme l'organisation de la bureaucratie.

C'est seulement d'une manière très superficielle que l'on peut comparer le rôle rempli par la bureaucratie dans le processus de production à celui des capitalistes; l'organisation de la production dans les pays «socialistes» est une étape supérieure du développement historique de la société : la production n'est plus organisée au sein des entreprises individuelles, mais à l'échelle de tout le pays, ou plutôt de tous les pays qui sont intégrés dans un seul système économique-politique : on peut, en utilisant une métaphore, dire qu'ils constituent tous une seule grande «usine». C'est une «usine» qui est autarcique, dans le sens que les moyens matériels

de production ainsi que les hommes lui appartiennent «naturellement»; ils sont des constituants d'un «capital d'Etat» et en tant que tels, intégrés pour toujours dans ses mouvements. Ceci peut expliquer aussi l'inexistence du chômage. Le marché a été aboli, c'est-à-dire qu'il continue à exister uniquement comme un certain type convenu de gestion de l'économie. Ceci change fondamentalement la situation du prolétariat : indépendamment de son niveau d'éducation, de son métier ou de ses revenus, le prolétariat constitue une nouvelle classe d'esclaves modernes de l'industrie. Les ouvriers ne vendent plus, comme dans le système capitaliste, leur force de travail car la vente présume qu'on est propriétaire de sa propre force de travail et qu'on la vend pour un temps déterminé, établi d'avance. Dans nos conditions par contre, personne ne peut, sans une permission spéciale, quitter cette «usine». Non seulement pendant son temps de travail, mais dans tous les moments de sa vie il est soumis à la discipline despotique d'une usine.

«Ce qui est devenu maintenant une véritable nécessité, c'est l'organisation de la production par les producteurs eux-mêmes, c'est l'autonomie politique du prolétariat»

4

La contradiction de classe entre la bureaucratie et la classe ouvrière ne se manifeste pas uniquement pendant les grandes explosions, mais avant tout dans le fonctionnement quotidien de l'économie. L'intérêt de classe de la bureaucratie - la sauvegarde d'un appareil d'Etat séparé - est le véritable but du plan économique national.

Pour cette raison le plan est totalement étranger aux véritables intérêts des producteurs directs, qui lui sont asservis contre leur gré. Comme conséquence de cet état de choses, les unités de production - en partant de la brigade jusqu'aux unités composées de plusieurs usines - s'efforcent de réaliser le plan seulement dans la mesure où cela leur permet de défendre leurs intérêts particuliers (avoir une prime, renforcer ses positions, etc.) Chaque unité de produc-

tion doit donc traiter les autres unités uniquement comme des moyens pour l'obtention de ses buts particuliers : une rivalité spontanée entre les unités englobe ainsi l'ensemble du système économique. Les conséquences de cette particularisation généralisée de tout le système économique sont les phénomènes «inexplicables» comme la mauvaise qualité de la production, la résistance à la modernisation, les difficultés d'une coopération entre les usines, etc.; tout cela témoigne seulement qu'il existe un gigantesque gaspillage d'efforts humains et de moyens matériels de production.

Toute l'expérience des dernières décennies est une violente négation de la thèse officielle selon laquelle les rapports sociaux actuels ne s'opposent plus au développement des forces productives, que le développement technologique est le moteur du développement social. Malgré le fait que la bureaucratie est consciente des conséquences politiques néfastes (y compris pour elle-même) du gaspillage économique, elle est absolument incapable de percevoir que la dite «mauvaise organisation du travail» est la manifestation la plus élémentaire d'une contradiction de classe, d'une «mauvaise organisation» de la société en tant que telle.

L'atomisation extrême de l'ensemble du système de production n'est pas d'ailleurs uniquement le résultat, mais aussi le but social du règne de la bureaucratie, car elle favorise la continuation de son pouvoir. L'appareil de pouvoir séparé de la société continue à être indispensable seulement et uniquement quand les travailleurs eux-mêmes ne sont pas capables de coopérer entre eux, dans la mesure où ils sont encore incapables de contrôler les conditions de leur activité.

Quand le gaspillage arrive au point de paralyser toute l'économie, ce sont les travailleurs qui en payent le prix. Cela constitue évidemment une forme d'exploitation de la classe ouvrière. Quand Gomulka en 1970 et Jaroszewicz en 1976 ont présenté leurs projets de «régularisation des prix et des salaires», ils ont évoqué une «nécessité économique» (i.e. la nécessité pour les travailleurs de payer le prix du gaspillage...)

Par contre, ce qui est devenu maintenant une véritable nécessité économique, c'est l'organisation de la production par les producteurs eux-mêmes; autrement dit, ce qui est devenu indispensable, c'est l'autonomie politique du prolétariat.

5

Les prémices de l'autonomie politique du prolétariat se forment pendant les manifestations ouvrières. Dans la mesure où les ouvriers deviennent capables de s'organiser pour une défense solidaire de leurs intérêts, ils limitent de plus en plus la rivalité quotidienne entre eux, et par ce moyen ils créent une brèche dans le système de production atomisé. La bureaucratie peut maîtriser la situation uniquement si elle est capable de désamorcer ces noyaux d'organisation des ouvriers. Il est vrai que jusqu'à maintenant, les ouvriers finissent toujours par perdre l'initiative et n'ont pas été capables de passer de la défense de leurs intérêts à l'attaque contre la bureaucratie. Mais l'«ordre» rétabli n'a jamais été une régression pure et simple à l'état précédent. Le développement des forces productives, de l'urbanisation, de l'industrialisation qui a été le résultat des luttes ouvrières, a justement créé les conditions matérielles nécessaires pour une future consolidation des liens qui se sont noués au sein de la classe ouvrière.

En même temps, les ouvriers, par leurs manifestations de force ont perfectionné l'appareil bureaucratique, en forçant la bureaucratie à employer des moyens de plus en plus importants et explicites pour exercer son pouvoir - et par ce fait l'antagonisme de classe s'est révélé et démasqué de plus en plus.

«Il s'agit de découvrir dans l'histoire de ce système, les embryons de libération possible»

6

Dans sa lutte le prolétariat ne peut s'appuyer sur aucune des institutions existantes de l'Etat dit «socialiste». Tous les projets de «régularisation des prix et des salaires» ont toujours trouvé l'appui

inconditionnel des représentants «authentiques» des travailleurs dans le parti, le Sejm (Parlement polonais) et les syndicats.

Dans ces conditions, seule la grève crée une possibilité réelle de briser le monopole du pouvoir de la bureaucratie. Pendant la grève, le pouvoir - ce que les ouvriers n'ont pas encore perçu très clairement - passe entre leurs mains.

Les revendications des ouvriers grévistes se sont concentrées principalement sur des questions économiques : les comités de grève se sont dissous quand on a promis de satisfaire les revendications des ouvriers. Même quand plusieurs entreprises, dans les régions différentes du pays, ont arrêté le travail en même temps, les travailleurs n'ont pas coordonné leurs luttes et, souvent, n'ont même pas connu l'existence de grèves simultanées ailleurs.



Jacek Kuron

Marx avait déjà démontré (et cela reste toujours actuel) que «pendant un conflit, et immédiatement après une lutte, les ouvriers doivent avant tout, et dans la mesure du possible, agir contre les efforts entrepris par la bourgeoisie pour rétablir l'ordre... Ils doivent concentrer leur énergie dans cette direction, pour empêcher l'étouffement de l'effervescence révolutionnaire immédiatement après la victoire. Au contraire, cette effervescence doit être maintenue aussi longtemps que possible. Il n'est pas

question que les ouvriers prennent position contre ce qu'on appelle les excès - les actes de vengeance populaire sur les personnes haïes ou sur des institutions qui évoquent seulement des souvenirs honnis; les ouvriers doivent non seulement tolérer ces «excès», mais en prendre la direction». (Marx, *Oeuvres Choisies*, vol. I, p. 104-105, édition polonaise.)

Les antagonismes internes et le manque de solidarité du prolétariat sont toujours favorables à la bureaucratie. En particulier celle-ci a profité des différends qui existent entre les ouvriers de l'industrie et l'intelligentsia. La création du Comité de défense des ouvriers (KOR), comme conséquence des événements de juin 76, a été la première manifestation depuis 1956 de la solidarité du prolétariat tout entier. Devant cette solidarité, la bureaucratie s'est trouvée désarmée : on a été obligé d'accepter l'existence d'une opposition qui apparaît publiquement et de libérer des prisons tous ceux qui ont été arrêtés pour «hooliganisme» en juin 1976.

Malgré le fait que le KOR lui-même s'est avéré incapable de consolider cette solidarité et de se transformer en un comité de lutte des travailleurs (le KOR d'ailleurs ne s'est jamais fixé un tel but), il a contribué au processus d'organisation de l'opposition antibureaucratique à une échelle plus vaste.

La possibilité pour l'opposition actuelle de se transformer en une négation du système bureaucratique est liée avant tout à la capacité des ouvriers de l'industrie de se défaire de leurs illusions réformistes du type «défensif» et aussi à la capacité de l'intelligentsia, jusqu'aujourd'hui plutôt «littéraire», d'aider les ouvriers dans cette tâche.

L'opposition antibureaucratique actuelle, dans ses écrits théoriques, ne s'est pas opposée au système bureaucratique en tant que tel, mais plutôt aux «abus de pouvoir» de la bureaucratie. On a condamné le caractère despotique et totalitaire de ce pouvoir et on a exigé l'application des règles légales du pouvoir, et la mise en pratique des libertés garanties par la constitution. On ne s'opposait donc pas aux buts ultimes du pouvoir, mais uniquement aux moyens utilisés pour arriver à ces buts. On a accepté le type de rapports de production existant (la «base socia-

liste») et on a exigé uniquement des améliorations de la «superstructure», comme par exemple, l'introduction d'un système pluripartidaire. On n'a même pas été capable d'indiquer par qui et comment pourra être réalisée une telle démocratisation.

L'opposition intellectuelle représente seulement une antithèse de l'idéologie régnante, et se trouve, pour cela, liée à son adversaire. Sa compréhension du système est en accord avec celle de la bureaucratie, dans ce sens qu'elle est fondée sur une opposition superficielle entre ce système et le capitalisme, selon une règle géopolitique «Est-Ouest» - au lieu de l'expliquer sur un plan historique qui permet de percevoir à la fois la supériorité historique et les graves limites du système de production des pays dits «socialistes».

Pour nous, il ne s'agit pas d'inventer de manière purement théorique des systèmes sociaux entièrement nouveaux qui seraient meilleurs : il s'agit de découvrir, dans l'histoire de ce système, les embryons de la libération possible, qui sont en train de se former.

Dans ce système, les moyens de production sont déjà socialisés dans le sens que la production de tous les éléments de la vie quotidienne par leur intermédiaire prend la forme d'organisation et de gestion des individus à l'échelle de toute la société. Mais ils n'ont pas encore été socialisés pour eux-mêmes, c'est-à-dire l'organisation et la gestion n'ont pas encore un caractère social - ce n'est pas une organisation de la production par les producteurs eux-mêmes. Ce système se révèle donc comme un despotisme qui englobe tous les domaines de la vie; dans la mesure où les individus atomisés défendent leur privatisation (complètement illusoire d'ailleurs), ils sont capables uniquement de découvrir leur propre impuissance.

7

Le problème fondamental qui se pose au mouvement ouvrier renaissant, et qui est né en même temps que ce mouvement, peut être résumé par la question : «Par quoi faut-il remplacer l'appareil bureaucratique du parti et de l'Etat?». C'est une question d'organisation : on doit prendre en considération, et partir dans la pratique, de tous les liens

créés au sein de la classe ouvrière au cours des luttes. Pour le moment, ils ont la forme d'un réseau de contacts non structurés - mais c'est seulement grâce à eux que l'échange des informations et la coordination des actions deviennent possibles. Grâce à eux donc les grèves actuelles seront capables de se transformer à l'avenir en une lutte politique consciente. En même temps, à partir de ce réseau de contacts, commencera à se créer une organisation autonome des ouvriers, qui pourra donner des possibilités de coordination à une échelle grandissante. Une telle organisation n'est pas une opposition face à ce régime - c'est à la fois son antithèse et son dépassement. Sa fonction ne sera pas la représentation extérieure des ouvriers (toujours liée à une division entre les représentants et les représentés, qui peut servir comme base d'une bureaucratisation) : elle est l'embryon d'une organisation future de la société.

En s'appuyant sur une telle organisation, les comités de grève pourraient se transformer, une fois la grève terminée en conseils ouvriers. Les conseils, en prenant dans leurs mains la direction d'une usine, d'un centre industriel, etc., deviendraient la base de l'autogestion ouvrière, de la reprise en main de la production par les ouvriers, en liquidant ainsi l'appareil séparé de gestion - l'appareil bureaucratique - et en éliminant par conséquent l'antagonisme de classe.

8

La lutte pour l'abolition du système bureaucratique, c'est la lutte pour la démocratie socialiste : c'est autour de ces principes que le mouvement ouvrier révolutionnaire s'est toujours organisé; ils ont été avancés en 1871 par la Commune de Paris et ont été le fondement de l'activité des conseils ouvriers en Russie en 1917.

Aujourd'hui il est indispensable de rappeler ces principes, évidemment pas pour exiger de la bureaucratie de les respecter, mais pour que, dans la lutte pour ces principes, puisse s'organiser un mouvement ouvrier authentique :

1. *Le droit de grève* : tous ceux qui cessent le travail d'une manière organisée ne peuvent pas être persécutés et ont le droit de défendre leur grève.

2. *L'éligibilité, par des élections démocratiques, et la révocabilité de tous les fonctionnaires* : l'abolition de la pratique de la désignation et de la cooptation, des élections avec des listes préétablies. Ceux qui sont élus pour travailler dans des instances dirigeantes doivent, une fois leur cycle terminé, réintégrer leur lieu de travail. Ceci veut dire aussi que la direction d'une usine est élue par les travailleurs de cette usine (ou autre lieu de travail) et peut être révoquée par eux, ce qui veut dire l'abolition des directeurs «professionnels».

3. *Egalisation des salaires de tous les fonctionnaires de l'appareil d'Etat et du parti au niveau d'un salaire ouvrier moyen* : l'abolition de tous les privilèges qui sont liés aujourd'hui à l'exercice du pouvoir. L'égalité et la justice sociale ne veulent pas dire que tous les salaires sont identiques, mais seulement que l'accomplissement d'une fonction de direction à un niveau quelconque ne donne pas lieu à la possibilité d'accumuler des privilèges.

4. *Liberté d'activité pour toutes les organisations qui acceptent les règles de la démocratie socialiste*. Aucune organisation politique ne peut usurper le droit d'une représentation exclusive des intérêts ouvriers.

L'antagonisme de classe entre la bureaucratie et le prolétariat qui se manifeste si clairement dans notre pays est le fondement de tout le «système socialiste mondial». C'est pourquoi la perspective de la lutte du prolétariat en Pologne dépend de la lutte du prolétariat dans les autres pays du «bloc socialiste». Le progrès de cette lutte peut être évalué en estimant dans quelle mesure nous arriverons à surmonter l'atomisation interne qui caractérise le «bloc socialiste» et à fonder la solidarité internationale du prolétariat sur les liens économiques et culturels qui sont en train de se créer entre ces pays. Seule la solidarité internationale peut garantir qu'une tentative de conquérir la liberté politique, une tentative de révolution politique, une tentative d'établissement de la démocratie ne sera pas interrompue brutalement par une intervention extérieure.

Pologne, janvier 1978.

Une flambée de luttes ouvrières

La reprise des luttes ouvrières indique bien que la bourgeoisie ouest-allemande rencontre de gros obstacles dans sa marche vers l'Etat fort.

Depuis le début de 1978, une flambée de luttes ouvrières s'est produite en République fédérale allemande, confirmant l'impression qui se dégageait déjà du Congrès de l'IG Metall (voir *Inprecor*, No 22, du 17 février 1978) que quelque chose commence à bouger dans la classe ouvrière de ce pays.

En janvier, il y eut une grève de cinq jours dans les ports de la République fédérale allemande (la première grève « officielle » dans ces ports depuis 27 ans). La grève fut terminée sur un compromis de 7% d'augmentation des salaires. Le syndicat avait réclamé 9%, les patrons avaient offert moins de 5%, le médiateur « neutre » 5,3%. Mais comme l'augmentation ne s'appliquait qu'à partir du 1er février 1978, elle représenta en réalité moins de 7% pour l'ensemble de l'année 1978. Contre l'avis de la direction syndicale, les dockers rejetèrent ce compromis. En l'espace de 24 heures, les patrons acceptèrent la rétroactivité de l'augmentation de 7% à partir du 1er janvier 1978. Cette victoire des dockers est très importante pour l'ensemble de la classe ouvrière ouest-allemande. Le patronat (et le gouvernement) désirent limiter cette année les augmentations des salaires à 3-3,5%. Les 7% obtenus par les dockers seront un exemple pour d'autres syndicats (et syndiqués!) en train de négocier de nouveaux contrats collectifs.

Le syndicat du Livre (IG *Druck und Papier*) est engagé depuis des mois dans une négociation difficile avec le patronat qui concerne non seulement un nouveau contrat collectif sur les salaires, mais surtout des

mesures pour éviter que la nouvelle technologie, massivement introduite dans les imprimeries, n'entraîne des licenciements et des réductions d'emplois sur grande échelle. La commission qui avait mené les négociations accepta les 18-19 janvier 1978 des propositions qui ratifièrent en bonne partie les positions patronales. Des milliers d'ouvriers du Livre déclenchèrent alors des grèves d'avertissement, y compris le 31 janvier, jour où la commission tarifaire du syndicat devait se prononcer définitivement sur les propositions préalablement acceptées. Et sous la pression de la base, la commission tarifaire rejeta cette fois-ci le projet de nouveau contrat collectif. Le 8 février, le syndicat appela à de nouvelles grèves d'avertissement limitées.

Le patronat qui désire éviter toute augmentation globale des salaires dépassant la limite des 3,5%, s'appuie sur la situation difficile de branches encore frappées par la crise, pour menacer le syndicat d'un *lock-out*. Dans la Ruhr, ce sont donc les patrons qui ont proclamé l'échec des négociations.

Contre cette menace, des syndicalistes de combat et nos camarades du GIM (section allemande de la IVe Internationale) réclament que le syndicat proclame d'avance qu'il n'arrêtera pas la grève si les patrons ne paient pas rétroactivement les salaires de tous les travailleurs frappés par le *lock-out*.

Dans l'industrie métallurgique, les négociations tarifaires se présentent comme très difficiles. Le 1er février,

la direction de l'IG Metall a déclaré qu'elles ont échoué dans le district Wurtemberg du nord-Bade du nord, qui englobe notamment les usines de l'industrie automobile de Stuttgart et de Mannheim, fort prospères. C'est là que le syndicat veut concentrer l'effort d'arracher plus que les 3,5% offerts par le patronat; il réclame 8% d'augmentation des salaires et surtout des mesures de contrôle syndical contre les excès de la rationalisation : maintien des salaires pour les métallos changés de poste de travail. Une grève des métallos de ces districts n'est pas exclue.

Il subsiste, certes, un décalage prononcé entre cette flambée de luttes ouvrières et un début de radicalisation politique de la classe ouvrière qui ne s'est point produit jusqu'ici (au congrès des JUSOS - jeunes socialistes - des résolutions assez radicales ont été votées sur la question des *Berufsverbote* - interdictions d'exercer la profession. Les quatre députés sociaux-démocrates qui avaient refusé de voter pour la nouvelle « loi antiterroriste » ont été follement applaudis. Mais il n'y aura point de suites, car la direction des JUSOS évite soigneusement tout conflit avec l'appareil central du SPD).

Néanmoins, la reprise des luttes ouvrières indique bien que la bourgeoisie ouest-allemande rencontre de gros obstacles dans sa marche vers l'Etat fort. Il serait absolument erroné de considérer le mouvement ouvrier allemand et la classe ouvrière allemande comme liquidés ou quantité négligeable, quelles que puissent être les apparences.